

commune de ARGENCES  
DÉPARTEMENT DU CALVADOS

POS initial approuvé le ..... 06.12 /1976

Modification n° 1 ..... 05.02 /1985

**RÉVISION N° 1 approuvée le ..... 26.05 /1988**

Modification n° 2 ..... 17.11 /1989

Modification n° 3 ..... 23.11 /1990

Modification n° 4 ..... 28.11 /1991

Modification n° 5 ..... 29.10 /1993

Modification n° 6 ..... 29.03 /1995

**RÉVISION N° 2 approuvée le ..... 21.12 /1999**

Modification n° 7 ..... 07.07 /2004

Modification n° 8 ..... 26.09 /2006

## P.O.S. - RÉVISION N° 3 PLAN LOCAL D'URBANISME

### APPROBATION

vu pour être annexé à la  
délibération du Conseil Municipal

LE MAIRE

en date du : **23 janvier 2008**

#### 4a - ANNEXES DOCUMENTAIRES



42 AVENUE DU 6 JUIN  
BP 13030  
14 017 CAEN CEDEX 2  
T: 02 31 35 49 60  
F: 02 31 35 49 61  
florent.schneider@wanadoo.fr

## **LISTE DES ANNEXES DOCUMENTAIRES :**

---

4.1 - Servitudes d'utilité publique

4.2 - Autres annexes documentaires

## 4.1- LISTE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

La liste des servitudes d'utilité publique portées à la connaissance de la commune par Monsieur le Préfet du CALVADOS s'établit ainsi :

### **AC1 - Servitude de protection des monuments historiques**

Le Château du Fresne (façades et toitures) est inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques depuis le 4 octobre 1932.

Service responsable : S.D.A.P : 13bis rue St Ouen, 14036 CAEN cedex 01

### **AS1 - Servitude de protection des eaux destinées à la consommation humaine**

Les forages du Canal Oursin (sur Janville) alimentant en eau potable le SIAEP de Troarn/Saint Pair sont protégés par un arrêté préfectoral déclarant leur utilité publique en date du 7 janvier 1987.

Service responsable : D.D.A.S.S 14

### **I3 – Servitude de protection des canalisations de transport de gaz**

Une canalisation de transport de gaz haute pression (d'un diamètre 150) traverse le territoire communal à l'ouest.

Service responsable : GDF EXPLOITATION TRANSPORT CAEN - HÉROUVILLE SAINT CLAIR

### **I4 - Servitudes relatives à l'énergie électrique**

Le territoire communal est traversé par trois lignes du Réseau Haute tension :

- Ligne HTB à 90KV – la Dronnière - Percy
- Ligne HTB 2x 400KV – Terrette - Rougemontier / Tourbe – Rougemontier
- Ligne HTB 2x 225KV – Tourbe - Coquainvilliers

Service responsable : DRIRE – Citis, Avenue de Tsukuba - HÉROUVILLE ST CLAIR

### **EL7 - Servitude d'alignement**

Deux plans d'alignement sont maintenus sur la commune :

- RD37 : approuvé le 22/05/1856 et le 17 décembre 1957
- RD41 : approuvé le 18 /03/1856

Service responsable : CONSEIL GÉNÉRAL DU CALVADOS – 9 rue Saint Laurent 14000 Caen

## MONUMENTS HISTORIQUES

### I. GENERALITES

Servitudes de protection des monuments historiques.

Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 10 mai 1946, 24 mai 1951, 10 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970 et par les décrets des 7 janvier 1959, 18 avril 1961 et 6 février 1969.

Loi du 2 mai 1930 modifiée article 28.

Loi n° 79.1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes et décrets d'application n° 80.923 et n° 80.924 du 21 novembre 1980.

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1946 et par le décret n° 70.836 du 10 septembre 1970, article 11.

Décret n° 70.836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966.

Décret n° 70.837 du 10 septembre 1970 approuvant le cahier des charges-types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966.

Code de l'urbanisme, articles L 421.1, L 421.6, L 430.1, L 441.1, L 441.2, L 441.4 et R 421.11, R 421.19, R 421.38.2, R 421.38.6, R 421.38.8, R 430.9 et 10, R 430.13 et 14, R 430.26 et 27, R 441.12, R 442.2, R 442.5, R 442.7 et R 442.13.

Décret n° 77.759 du 7 juillet 1977 relatif au régime des clôtures et des divers modes d'utilisation du sol modifiant par son article 8 l'article 13 ter de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques.

Décret n° 79.180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79.181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Circulaire du 2 décembre 1977 (Ministère de la culture et de l'environnement) relative au report des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites, en annexe des plans d'occupation des sols.

Circulaire n° 80.51 du 15 avril 1980 (Ministère environnement et cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection de sites, abords et paysages.

Ministère de la culture et de la communication, direction du patrimoine.

Ministère de l'environnement et du cadre de vie, direction de l'urbanisme et des paysages.

### II. PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A. Procédure

##### a. Classement

Loi du 31 décembre 1913 modifiée.

Sont susceptibles d'être classés :

- les immeubles par nature qui dans leur totalité ou en partie, présentent pour l'histoire ou pour l'art un intérêt public ;
- les terrains qui renferment des stations ou des gisements préhistoriques ;
- les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé au classement ;
- d'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé pour le classement : soit tout immeuble nu ou bâti visible de l'immeuble classé ou visible en même temps que lui et compris dans un périmètre n'excédant pas 500 mètres. A titre exceptionnel ce périmètre peut être étendu au-delà de 500 mètres par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des monuments historiques (loi du 21 juillet 1962 : Protection des abords).

L'initiative du classement appartient conjointement au ministre de l'environnement et du cadre de vie et au ministre de la culture et de la communication.

Le classement peut être réalisé à l'amiable par arrêté conjoint du ministre de l'environnement et du cadre de vie et du ministre de la culture et de la communication après avis de la commission supérieure des monuments historiques, sur initiative du propriétaire ou de l'administration. A défaut de consentement du propriétaire le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

Le recours pour excès de pouvoir contre une décision de classement est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

##### b. Inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Sont susceptibles d'être portés à cet inventaire :

- les immeubles ou parties d'immeubles publics ou privés, qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art « suffisant » pour en rendre désirable la préservation (décret du 18 avril 1961) ;



— les immeubles nus ou bâtiments situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit (loi du 25 février 1943).

L'initiative de l'inscription appartient conjointement au ministre de l'environnement et du cadre de vie et au ministre de la culture et de la communication.

L'inscription est réalisée par arrêté conjoint du ministre de l'environnement et du cadre de vie et du ministre de la culture et de la communication, le consentement du propriétaire n'étant pas requis.

Le recours pour excès de pouvoir est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

#### c. Abords des monuments classés ou inscrits

Dès qu'un monument a fait l'objet d'un classement ou d'une inscription à l'inventaire, il est institué pour sa protection et sa mise en valeur un périmètre de visibilité de 500 mètres dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude « abords » dont les effets sont visés à III A 2°. (Article 1°, 3° de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques).

Il pourra être établi autour des monuments historiques au titre de la loi du 2 mai 1930 - article 28 - relative à la protection des monuments naturels et des sites une zone de protection déterminée comme en matière de protection de site. Dans ces zones le permis de construire ne pourra être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre de la culture et de la communication (article R 421.38.6 du code de l'urbanisme).

### B. Indemnisation

#### a. Classement

Le classement d'office peut donner droit à une indemnité au profit du propriétaire s'il résulte des servitudes et obligations qui en découlent, une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain.

La demande d'indemnité devra être adressée au préfet et produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente (loi du 30 décembre 1966, article 1 modifiant l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913, décret du 10 septembre 1970, articles 1 à 3).

Les travaux de réparation ou d'entretien et de restauration exécutés sur l'initiative du propriétaire après autorisation et sous surveillance des services compétents, peuvent donner lieu à participation de l'Etat.

Lorsque l'Etat prend à sa charge une partie de ces travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par le propriétaire ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument (décret du 18 mars 1964, article 11).

#### b. Inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation de tels immeubles peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une subvention de l'Etat dans la limite de 40 % de la dépense engagée. Ces travaux doivent être exécutés sous le contrôle du service des monuments historiques (loi du 24 mai 1951).

#### c. Abords des monuments classés ou inscrits

Aucune indemnisation n'est prévue.

### C. Publicité

#### a. Classement et inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Notification aux propriétaires des décisions de classement ou d'inscription à l'inventaire.

Publication des décisions de classement ou d'inscription à l'inventaire, au bureau des hypothèques et mention au fichier immobilier dans les conditions fixées par le décret du 4 janvier 1955 sur la publicité foncière.

Publication au journal officiel de la liste des immeubles classés au cours d'une année avant l'expiration du premier trimestre de l'année suivante.

#### b. Abords de monuments classés ou inscrits.

Les propriétaires concernés sont informés à l'occasion de la publicité afférente aux décisions de classement ou d'inscription.

La servitude « abords » est indiquée au certificat d'urbanisme.

## III. EFFETS DE LA SERVITUDE

### A. Prerogatives de la puissance publique

#### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

##### a. Classement

Possibilité pour le ministre de la culture et de la communication de faire exécuter par les soins de l'Administration et aux frais de l'Etat, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (article 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre de la culture et de la communication de faire exécuter d'office par son administration, les travaux de réparation ou d'entretien, faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La

participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 %. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (loi du 30 décembre 1966, article 2 ; décret n° 70.836 du 10 septembre 1970, titre I).

Possibilité pour le ministre chargé des monuments historiques, pour les départements et les communes, de poursuivre l'expropriation d'un immeuble déjà classé ou en voie de l'être en raison de l'intérêt public qu'il offre au point de vue de l'histoire ou de l'art. Tous les effets du classement s'appliquent de plein droit du jour où l'Administration notifie au propriétaire de l'immeuble son intention de l'exproprier (loi du 31 décembre 1913, articles 6 et 7).

Possibilité pour le ministre chargé des monuments historiques, de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat (ce dernier pouvant se substituer une collectivité publique locale ou un établissement public) si les travaux de réparation et d'entretien indispensables n'ont pas été effectués par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (article 2 de la loi du 31 décembre 1966 ; article 9.1 de la loi du 31 décembre 1913 ; décret n° 70.836 du 10 septembre 1970, titre III).

Possibilité de rétrocéder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés (loi du 31 décembre 1913, article 9.2).

#### b. Inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Possibilité pour le ministre de la culture et de la communication d'ordonner qu'il soit sursis pendant cinq ans à des travaux devant entraîner un morcellement ou un dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre les matériaux ainsi détachés (mesure de sauvegarde avant classement).

### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

#### a. Classement

(article 9 de la loi du 31 décembre 1913)

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du ministre de la culture et de la communication avant d'entreprendre tout travail de restauration ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. La démolition de ces immeubles demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (article L 430.1 dernier alinéa du code de l'urbanisme). Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du service des monuments historiques. Il est à noter que les travaux exécutés sur les édifices classés sont exemptés du permis de construire (art. R 422.2 b) du code de l'urbanisme), et de l'autorisation de clôture (art. R 441.12 du code de l'urbanisme). Lorsque les travaux projetés nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme, l'autorisation exigée par l'article R 442.2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913, et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R 442.2 du code de l'urbanisme, mentionnés par l'article R 442.1 du dit code. Cette autorisation ne peut être tacite (article R 442.7 du code de l'urbanisme). Elle est de la compétence du préfet (article R 442.5 du code de l'urbanisme).

Obligation pour le propriétaire, dès mise en demeure par le ministre de la culture et de la communication, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra être inférieure à 50 %.

Obligation d'obtenir du ministre chargé des monuments historiques, une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé. Aussi le permis de construire concernant un immeuble adossé à un immeuble classé ne peut-il être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (article R 421.38.3 du code de l'urbanisme) il ne peut être tacite (articles R 421.12 et R 421.19 b du code de l'urbanisme).

Lorsque le propriétaire désire édifier une clôture autour de ce bâtiment, l'autorisation délivrée au titre de l'article 12 de la loi du 31 décembre 1913, tient lieu de l'autorisation de clôture du code de l'urbanisme (article R 441.12 du code de l'urbanisme).

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser en cas d'aliénation l'acquéreur de l'existence de cette servitude.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au ministre de la culture et de la communication toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du ministre de la culture et de la communication un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

#### b. Inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

(article 2 de la loi du 31 décembre 1913)

Obligation, pour les propriétaires concernés, d'avertir le ministre de la culture et de la communication quatre mois avant d'entreprendre des travaux modifiant l'immeuble ou la partie d'immeuble inscrit. Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, l'un des exemplaires de la demande doit être adressé au ministre de l'environnement et du cadre de vie. Cet envoi fait courir le délai de 4 mois prévu à l'article 2 de la loi du 31 décembre 1913 (article R 421.38.2 du code de l'urbanisme).

Le ministre ne peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté d'action.

Obligation pour les propriétaires concernés qui désirent procéder à la démolition d'un immeuble de solliciter un permis de démolir au titre de l'article L 430.1 f) du code de l'urbanisme. Dans ce cas la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques (article R 430.13 du code de l'urbanisme).

### c. Abords des monuments classés ou inscrits

(articles 1, 13 et 13bis de la loi du 31 décembre 1913).

Obligation au titre de l'article 13bis de la loi du 31 décembre 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, le dit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans le délai de 4 mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction (art. R 421.38.4 du code de l'urbanisme). Ledit permis est de la compétence du préfet (article R 421.38.8 du code de l'urbanisme). Toutefois, si le ministre a décidé, dans ce délai, d'évoquer le dossier, le permis de construire ne peut être délivré qu'avec son accord exprès (art. R 421.38.4 du code de l'urbanisme). Le permis de construire visé par l'architecte des bâtiments de France tient lieu de l'autorisation de l'article 13bis de la loi du 31 décembre 1913 (article L 421.6 du code de l'urbanisme).

L'évocation éventuelle du dossier par le ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire (article R 421.38.4 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R 442.2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 13bis de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (article R 442.13 du code de l'urbanisme) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R 442.2 du code de l'urbanisme, mentionnés à l'article R 442.1 dudit code ;

Lorsque le propriétaire désire édifier une clôture autour de son bâtiment, l'autorisation accordée au titre de l'article 13bis de la loi du 31 décembre 1913, tient lieu de l'autorisation de clôture du code de l'urbanisme (article R 441.12 du code de l'urbanisme) ;

Le permis de démolir visé aux articles L 430.1 et suivants du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation de démolir prévue par l'article 13bis de la loi du 31 décembre 1913 (art. L 430.1 du code de l'urbanisme). Dans ce cas la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques (article R 430.13 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que par ailleurs cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le préfet (article L 28 du code de la santé publique) après avis de l'architecte des bâtiments de France (article R 430.27 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, est compris dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre de la loi du 2 mai 1930 sur les sites (articles 4, 9, 17 ou 28), et que par ailleurs cet immeuble se trouve situé dans un secteur de rénovation urbaine, la liste des bâtiments à démolir ne peut être dressée par le préfet qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France (décret n° 77.738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir article 2 complétant l'article R 312.3 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre de la loi du 2 mai 1930 sur les sites (articles 4, 9, 17 ou 28) et que par ailleurs cet immeuble est déclaré « immeuble menaçant ruine » par le maire, sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France (article R 430.26 du code de l'urbanisme).

La commission régionale des opérations immobilières, de l'architecture et des espaces protégés ainsi que la commission supérieure des monuments historiques sont éventuellement consultées sur les projets de travaux qui posent des problèmes difficiles d'harmonisation avec le monument protégé.

## B. Limitation au droit d'utiliser le sol

### 1° Obligations passives

Immeubles classés, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits.

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits (article 4 de la loi n° 79.1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes) ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 m de ceux-ci (article 7 de la loi du 29 décembre 1979). Il peut être dérogé dans les formes prévues à la section 4 de la dite loi, à ces interdictions, en ce qui concerne les zones mentionnées à l'article 7 de la loi du 29 décembre 1979.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions visées ci-dessus concernant la publicité (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi du 29 décembre 1979 (article 17 de la dite loi).

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument, l'existence d'une zone interdite aux campeurs (décret n° 68.134 du 9 février 1968).

Interdiction d'installer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit (article R 443.9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone à stationnement réglementé des caravanes.

## 2° Droits résiduels du propriétaire

## a. Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bains, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes, par contre il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'un immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à sa conservation sont exécutés d'office, solliciter, dans un délai de un mois à dater du jour de la notification de la décision de faire exécuter des travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (article 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; articles 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970).

Le propriétaire d'un immeuble classé ou exproprié en vertu de la présente législation peut le céder de gré à gré à des personnes publiques ou privées. Les acquéreurs s'engagent à l'utiliser aux fins et dans les conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession (article 9.2 nouveau de la loi du 31 décembre 1913 ; article 2 de la loi du 30 décembre 1966).

## b. Inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

## c. Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.



# CONSERVATION DES EAUX

## I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.

Protection des eaux destinées à la consommation humaine (art. L. 20 du code de la santé publique, modifié par l'article 7 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 ; décret n° 61-859 du 1<sup>er</sup> août 1961 modifié par les décrets n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et n° 89-3 du 3 janvier 1989).

Circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine.

Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Protection des eaux minérales (art. L 736 et suivants du code de la santé publique).

Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (direction générale de la santé, sous-direction de la protection générale et de l'environnement).

## II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

### A. - PROCÉDURE

#### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Détermination des périmètres de protection du ou des points de prélèvement, par l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines.

Détermination des périmètres de protection autour de points de prélèvement existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à l'écoulement libre et des réservoirs enterrés, par actes déclaratifs d'utilité publique.

Les périmètres de protection comportent :

- le périmètre de protection immédiate ;
- le périmètre de protection rapprochée ;
- le cas échéant, le périmètre de protection éloignée (1).

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrologue agréé en matière d'hygiène publique, et en considération de la nature des terrains et de leur perméabilité, et après consultation d'une conférence interservices au sein de laquelle siègent notamment des représentants de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale de l'équipement, du service de la navigation et du service chargé des mines, et après avis du conseil départemental d'hygiène et le cas échéant du Conseil supérieur d'hygiène de France.

#### *Protection des eaux minérales*

Détermination d'un périmètre de protection autour des sources d'eaux minérales déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat. Ce périmètre peut être modifié dans la mesure où des circonstances nouvelles en font connaître la nécessité (art. L. 736 du code de la santé publique).

(1) Chacun de ces périmètres peut être constitué de plusieurs surfaces disjointes en fonction du contexte hydrogéologique.

## B. - INDEMNISATION

### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Les indemnités qui peuvent être dues à la suite de mesures prises pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont fixées à l'amiable ou par les tribunaux judiciaires comme en matière d'expropriation (art. L. 20-1 du code de la santé publique).

### *Protection des eaux minérales*

En cas de dommages résultant de la suspension, de l'interruption ou de la destruction de travaux à l'intérieur ou en dehors du périmètre de protection, ou de l'exécution de travaux par le propriétaire de la source, l'indemnité due par celui-ci est réglée à l'amiable ou par les tribunaux en cas de contestation. Cette indemnité ne peut excéder le montant des pertes matérielles éprouvées et le prix des travaux devenus inutiles, augmentée de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif (art. L. 744 du code de la santé publique). Dépôt par le propriétaire de la source d'un cautionnement dont le montant est fixé par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité (art. L. 745 du code de la santé publique).

## C. - PUBLICITÉ

### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Publicité de la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau.

### *Protection des eaux minérales*

Publicité du décret en Conseil d'Etat d'institution du périmètre de protection.

## III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1<sup>o</sup> Prérogatives exercées directement par la puissance publique

##### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (art. L. 20 du code de la santé publique) (1), et clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

##### *Protection des eaux minérales*

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire des travaux souterrains ou de sondage entrepris hors du périmètre, qui, s'avérant nuisibles à la source, nécessiteraient l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (art. L. 740 du code de la santé publique).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux régulièrement entrepris, si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au tribunal administratif (art. L. 738 du code de la santé publique).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitations et des cours attenantes, à tous les travaux nécessaires pour la conservation, la conduite et

(1) Dans le cas de terrains dépendant du domaine de l'Etat, il est passé une convention de gestion (art. L. 51-1 du code du domaine public de l'Etat).

la distribution de cette source, lorsque les travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral (art. L. 741 du code de la santé publique, modifié par les articles 3 et 4 du décret n° 84-896 du 3 octobre 1984).

L'occupation des terrains ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en a fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement entendu (art. L. 743 du code de la santé publique).

## **2° Obligations de faire imposées au propriétaire**

### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, des points de prélèvement d'eau, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou des réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux prescriptions fixées dans l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication dudit acte (art. L. 20 du code de la santé publique).

## **B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

### **1° Obligations passives**

#### *Protection des eaux destinées à la consommation humaine*

##### *a) Eaux souterraines*

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités autres que celles explicitement prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique (notamment entretien du captage).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités, installations, dépôts et tous faits susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible par l'acte déclaratif d'utilité publique de tous faits, activités, installations et dépôts mentionnés ci-dessus.

##### *b) Eaux de surface (cours d'eau, lacs, étangs, barrages-réservoirs et retenues)*

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a), en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Dans le cas de barrages-retenues créés pour l'alimentation en eau, des suggestions peuvent être proposées par le Conseil supérieur d'hygiène, quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (circulaire du 10 décembre 1968).

Acquisition en pleine propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 mètres, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage.

#### *Protection des eaux minérales*

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (art. L. 737 du code de la santé publique).

## **2° Droits résiduels du propriétaire**

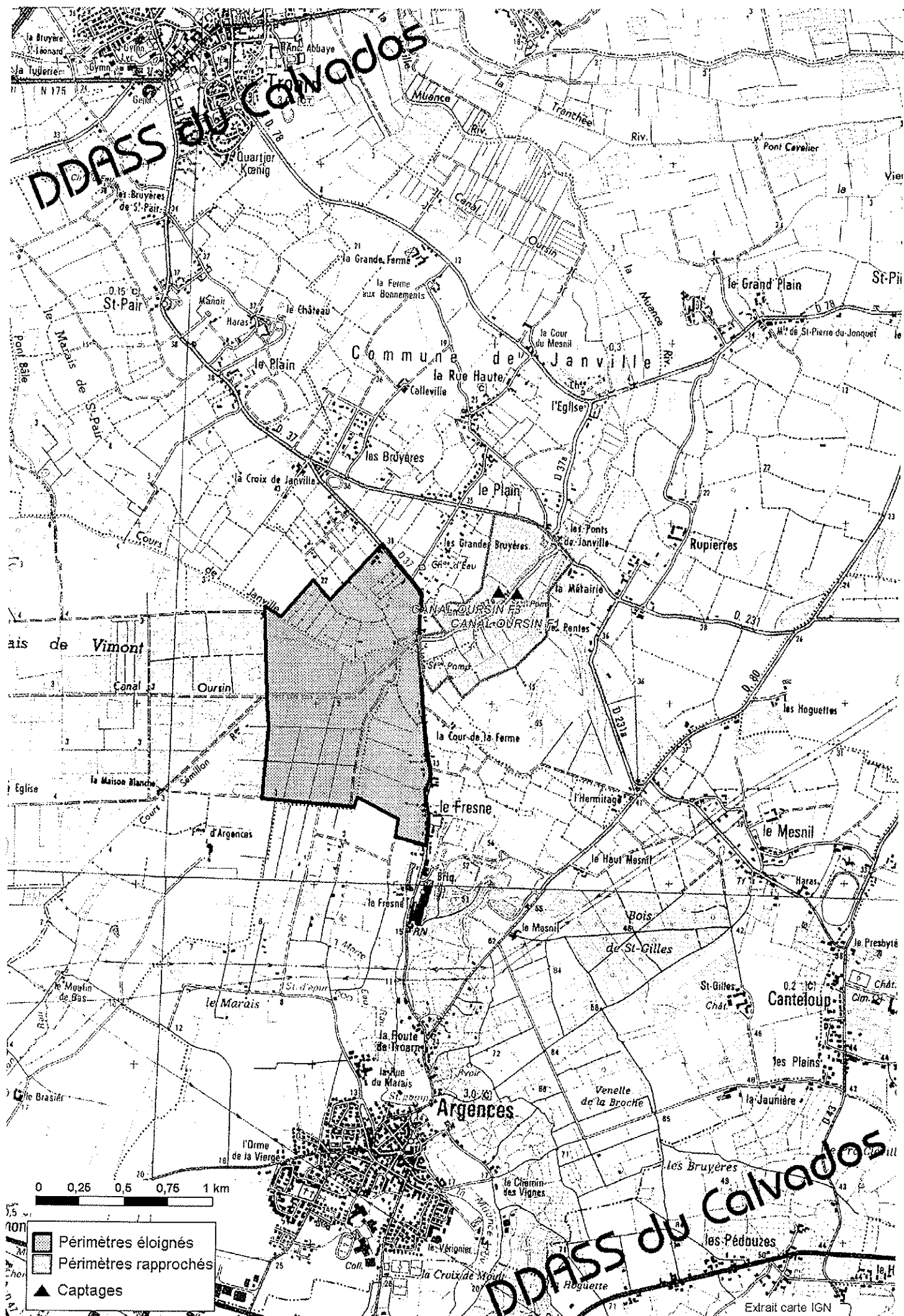
#### *Protection des eaux minérales*

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (art. L. 737 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (art. L. 738 du code de la santé publique).



Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire d'un terrain situé dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (art. L. 743 du code de la santé publique).



DIRECTION DEPARTEMENTALE DE  
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET  
DU CALVADOS

SERVICE DES EQUIPEMENTS  
PUBLICS RURAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE

SYNDICAT D'A.E.P. de TROARN SAINT PAIR

Forage de JANVILLE

ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLARATION  
D'UTILITE PUBLIQUE D'ETABLISSEMENT DES  
PERIMETRES DE PROTECTION

LE PREFET,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DU DEPARTEMENT DU CALVADOS

Vu le plan et l'état parcellaire des terrains compris dans les périmètres de protection du forage de Janville (parcelle n° 289, section B) qui alimente le Syndicat de TROARN SAINT PAIR en eau potable

Vu la délibération du Comité Syndical du 25 Juin 1986 adoptant le projet d'établissement des périmètres de protection

Vu l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 26 Mai 1986

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 7 Août 1986 en vue de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection

Vu l'avis du Commissaire-enquêteur

Vu le rapport de l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sur les résultats de l'enquête en date du 16 Décembre 1986

Vu l'article 107 du Code Rural et le décret du 1er Août 1905

Vu l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales

Vu le Code de l'Urbanisme

Vu le Code des Communes

Vu la loi modifiée n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution

Vu le décret n° 67.1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi modifiée n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution

Vu l'article L.20 du Code de la Santé Publique

Vu la circulaire interministérielle du 10 Décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines

Vu le décret n° 76.432 du 14 Mai 1976 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité

Vu le décret n° 77.392 du 28 Mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique

Vu le décret n° 77.393 du 28 Mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique

Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par l'article 2 du décret n° 72.195 du 29 Février 1972

Considérant que l'avis du Commissaire-enquêteur est favorable

Sur la proposition de l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

#### A R R E T E

ARTICLE 1 : Il sera établi autour du forage de Jarville un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, en application des dispositions de l'article L.20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61.859 du 1er Août 1961 complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 Décembre 1967, conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints à l'arrêté d'enquête en date du 7 Août 1986.

## ARTICLE 2 :

Les tracés des différents périmètres sont figurés sur le plan joint à l'arrêté d'enquête en date du 7 Août 1986

### 2-1 Périmètre de protection immédiate

Parcelle n° 289 section B sise sur Janville.

L'ouvrage est situé dans une enceinte dont les limites ont été fixées par le géologue agréé. La clôture qui entoure ce périmètre de protection doit être entretenue et réparée chaque fois que l'on aura constaté une dégradation de son efficacité. La porte d'accès à l'enceinte devra être condamnée en permanence.

Ce périmètre -obligatoirement acquis en toute propriété- doit être maintenu en constant état de propreté, la végétation étant régulièrement fauchée. L'emploi de tous produits chimiques exerçant une influence sur la croissance des végétaux doit être rigoureusement prohibé. D'une manière générale y sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau. Le pacage des animaux et la culture y sont interdits.

### 2-2. Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre les dispositions de la réglementation générale en vigueur devront être strictement respectées; les installations devront faire l'objet de mise en conformité dans un délai de six mois à compter de la promulgation de l'arrêté préfectoral et, dans le cas contraire, il pourra être fait application de poursuites et de pénalisations en cas d'infraction, de récidive ou de refus dûment constatés par les agents assermentés de l'Administration. Les principales dispositions de cette réglementation sont rappelées en annexe.

Ce périmètre est d'autre part une zone à l'intérieur de laquelle certaines activités sont interdites ou réglementées.

### 2.2.1 Activités interdites

a) Constructions nouvelles à une distance inférieure à 100 mètres par rapport à l'ouvrage.

b) Par dérogation à l'arrêté préfectoral, une construction pourra être autorisée dès lors qu'elle correspond à une activité reconnue.

c) A l'intérieur du périmètre rapproché, il sera interdit de pratiquer une forme d'assainissement et d'élimination d'eaux usées autre que celles qui sont autorisées par l'autorité sanitaire. Au besoin, cette autorité devra prescrire la réalisation d'essais préalables destinés à vérifier l'aptitude du sol à l'absorption des effluents, essais effectués par une méthode reconnue valable par l'autorité sanitaire du Département.

En conséquence, sont interdits les rejets d'eaux usées dans un puits, un puits dit filtrant ou une excavation ouverte dans les couches géologiques situées sous la couverture de terre végétale ainsi que toute autre structure permettant l'engouffrement des fluides. Le rejet des eaux pluviales par un tel procédé est également interdit, sauf cas exceptionnel qui devra être soumis au Conseil départemental d'hygiène. En règle générale l'épandage souterrain superficiel dans la terre végétale devra être réalisé.

d) Installations classées soumises à autorisation ou à déclaration présentant un danger d'altération des eaux par la nature des produits utilisés et des eaux résiduaires, ou installations n'offrant pas de garanties suffisantes d'étanchéité absolue.

e) Campings, villages de vacances et installations analogues, dans un rayon de 350 mètres par rapport à l'ouvrage. Au-delà, ils devront être dotés d'un système d'assainissement agréé par le Conseil départemental d'hygiène, celui-ci ayant à se prononcer sur chaque dossier particulier.

f) Ouverture de carrières ou d'aires d'emprunt de matériaux, sauf cas d'espèce où le pétitionnaire devra fournir toutes les preuves visant à démontrer l'indépendance entre le gisement à exploiter et la nappe aquifère.

g) Dépôts de déchets spéciaux et de déchets ménagers.

h) Passage de canalisations de transit de produits chimiques liquides et d'hydrocarbures.

i) Epandages de lisiers de toutes natures susceptibles de converger vers l'ouvrage. En pratique, des autorisations pourront être délivrées sous réserve de la présentation et de l'approbation en Conseil départemental d'hygiène de dossiers renfermant des plans détaillés - avec mention du sens des pentes de chaque parcelle - et d'un calendrier d'épandage précisant les volumes à disperser. Dans la zone correspondant à la zone non aedificandi, ces autorisations seront subordonnées à la production d'une étude pédologique approfondie effectuée parcelle par parcelle, qui devra déterminer le degré de protection naturelle découlant de la nature des sols (étude élaborée sous le contrôle des administrations chargées de l'instruction des autorisations).

### 2.2.2 Activités réglementées

a) Implantation de stabulation à l'air libre, construction de nouveaux abris à bestiaux, creusement de mares-abreuvoirs, fumières ; ces installations nouvelles (de même que les installations soumises à autorisation ou à déclaration présentant un danger d'altération des eaux par la nature des produits utilisés et des eaux résiduaires, ou installations n'offrant pas de garanties suffisantes d'étanchéité absolue) ne pourront être autorisées qu'à la condition de dépendre d'exploitations antérieures implantées à l'intérieur de ce périmètre et de constituer une amélioration de la situation existante. Elles seront subordonnées à une enquête approfondie portant sur leur conception et sur la nature du sous-sol du site d'implantation. Dans tous les cas où il y aura concentration de déjections d'animaux, les installations devront être équipées d'aires bétonnées et de fosses étanches conçues pour qu'il n'y ait aucun débordement possible qui puisse rejoindre le système d'écoulement des eaux de surface.

Nota Le pacage ordinaire des animaux d'élevage est autorisé sans restriction.

b) Utilisation des engrais et des produits destinés à la lutte contre les ennemis des cultures : leur emploi à doses optimales sera réglementé après étude effectuée sous le contrôle du service administratif compétent lorsque les analyses de l'eau prélevée sur la nappe aquifère auront fait apparaître une pollution liée à ces substances. Cette intervention devra prendre en compte les risques liés à la santé par la présence de ces produits dans les eaux prélevées dans la formation géologique aquifère.

La limitation des doses, voire l'interdiction totale des produits susvisés, ne devra intervenir qu'en cas d'anomalie caractérisée par rapport aux teneurs recommandées par le Conseil supérieur d'hygiène de France.

L'étude qui sera prescrite devra aussi prendre en compte la comparaison avec les analyses chimiques des eaux prélevées sur d'autres ouvrages exploitant le même aquifère, afin de définir s'il s'agit d'une pollution ponctuelle ou d'une pollution généralisée.

Ces anomalies seront évitées si l'on respecte les recommandations sur les pratiques culturales qui sont diffusées par les organismes professionnels et les Chambres d'agriculture.

c) Creusement de puits ou de forages pour prélèvements d'eau souterraine : en l'absence de règlement général, tout projet de creusement de puits ou de forages dans l'enceinte du périmètre de protection devra être soumis à l'approbation des autorités compétentes. Ce dossier devra comporter les éléments d'appréciation nécessaires pour établir que l'ouvrage envisagé ne portera pas préjudice aux ressources exploitées par le point de prélèvement en eau potable. Cette disposition s'applique également aux ouvrages creusés pour le rejet d'eaux non polluées dans les couches du sous-sol.

d) Création d'étangs : tout projet de cet ordre devra faire l'objet d'une étude analogue.

e) Citernes d'hydrocarbures : les citernes enterrées devront être des citernes à double enveloppe conformes aux prescriptions de la réglementation générale. Les réservoirs aériens devront être dotés d'un cuvelage étanche capable de recueillir les volumes en cas de fuite ou de débordement.

En pratique, l'isolement de l'ouvrage, implanté en pleine nature à l'écart de toute construction existante, justifie qu'on limite au maximum l'implantation d'installations correspondant aux activités envisagées ci-dessus.

### 2.3 - Périmètre de protection éloignée

Ce périmètre correspond à une zone sensible dans laquelle les dispositions de la réglementation générale devront être strictement observées.

a) En l'absence de réseau d'assainissement collectif, les habitations devront être dotées d'un système d'assainissement individuel conforme aux prescriptions du Conseil départemental d'hygiène. Les citernes d'hydrocarbures devront être conformes aux normes réglementaires applicables aux zones sensibles.

b) Les installations non conformes au règlement sanitaire départemental devront être modifiées ; notamment, les puisards seront rigoureusement prohibés, ainsi que l'utilisation des anciens puits pour l'évacuation des eaux usées et des effluents des installations sanitaires.

c) Les épandages de lisiers devront faire l'objet d'une autorisation au titre du décret 73-218 du 23 février 1973 et de ses arrêtés interministériels d'application du 13 mai 1975.

d) Les projets de construction ne pourront être autorisés que dans la mesure où leur assainissement sera techniquement possible sans introduire de causes de pollution potentielles. Dans cette optique, il conviendra d'éviter l'implantation d'activités présentant, par la nature des produits employés et de leurs eaux résiduaires, un danger de pollution des eaux souterraines. En pratique, les projets d'installations figurant à la nomenclature des installations classées, ainsi que le passage des canalisations de transit de produits chimiques, devront être étudiés avec la plus grande attention (notamment en ce qui concerne la nature des rejets) avant d'être autorisés.



ARTICLE 3 :

Sans objet.

ARTICLE 4 : Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

ARTICLE 5 : Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 1, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de six mois et dans les conditions ci-dessus définies.

ARTICLE 6 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 Décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée n° 64.1245 du 16 Décembre 1964.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée
- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département du CALVADOS et au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 8 : Le Président du Syndicat de TROARN SAINT PAIR, les Maires de Janville et Saint Pierre du Jonquet, l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, l'Ingénieur en chef, Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CAEN, le 7 JANVIER 1987

Pour le Préfet, Commissaire de la République  
le Secrétaire Général

J. TISSIER

Pour ampliation  
l'Attaché Principal de Préfecture  
Chef de Bureau

P. HOMMERIL

Pour Copie conforme  
l'Adjoint Technique  
Responsable de la Cellule "périmètres de protection"

M. DROVAL



RAPPEL DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA REGLEMENTATION GENERALE (1)

1 - Assainissement des habitations

Toutes les habitations existantes ou à venir, qu'elles soient isolées ou intégrées dans un lotissement, devront être raccordées au réseau collectif d'assainissement dès lors que celui-ci est réalisé et que les habitations sont raccordables.

2 - Citernes d'hydrocarbures

En ce qui concerne le stockage des hydrocarbures, l'arrêté préfectoral du 28 Mars 1975 devra être strictement respecté.

Tous les réservoirs enterrés contenant des liquides inflammables quels qu'ils soient, devront soit être installés en fosse s'il s'agit de réservoirs de type ordinaire, soit offrir les mêmes garanties de sécurité renforcée suivant les définitions données par la réglementation sur les installations classées (installations classées Loi 76.663 du 19 Juillet 1976, circulaire du 20 Janvier 1983)

3 - Epandages, rejets, enfouissements et dépôts de déchets

Les épandages, rejets, enfouissements et dépôts de déchets sur ou dans le sol et les remblaiements des excavations devront faire l'objet d'une autorisation conformément au décret 73.218 du 23 Février 1973 et à ses arrêtés interministériels d'application du 13 Mai 1975 et devront donc être soumis à l'avis du Conseil départemental d'hygiène.

Rentrent entre autres dans cette catégorie, les épandages, aéroaspersions, dépôts de produits contenant des substances toxiques ou fermentescibles...

L'autorisation sera évidemment subordonnée à la démonstration par le demandeur que ceux-ci ne peuvent avoir aucune influence sur la qualité des eaux souterraines.

---

(1) Il est précisé que ces dispositions sont valables sur l'ensemble du territoire et pas seulement à l'intérieur des périmètres de protection.

4 - Ouverture de nouvelles carrières ou aires d'extraction de matériaux appartenant au sous-sol

Ces projets qui sont soumis à autorisation préalable, devront être examinés par les autorités compétentes dans l'optique de la protection des eaux souterraines.

5 - Création de plan d'eau

Ces projets, également soumis à autorisation préalable, devront être examinés par les Administrations chargées de leur instruction dans l'optique de la protection des eaux souterraines et de la modification apportée au régime d'équilibre des eaux souterraines par la création d'une charge dans la zone de protection de l'ouvrage.

### ANNEXE I.3

#### SERVITUDES RELATIVES A L'ETABLISSEMENT ET A L'EXPLOITATION DES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ

-000-

### I. LEGISLATION

Article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, modifiée par la loi du 4 juillet 1935, les décrets-lois des 17 juin et 12 novembre 1938, l'ordonnance du 23 octobre 1958 et les décrets du 6 octobre 1967.

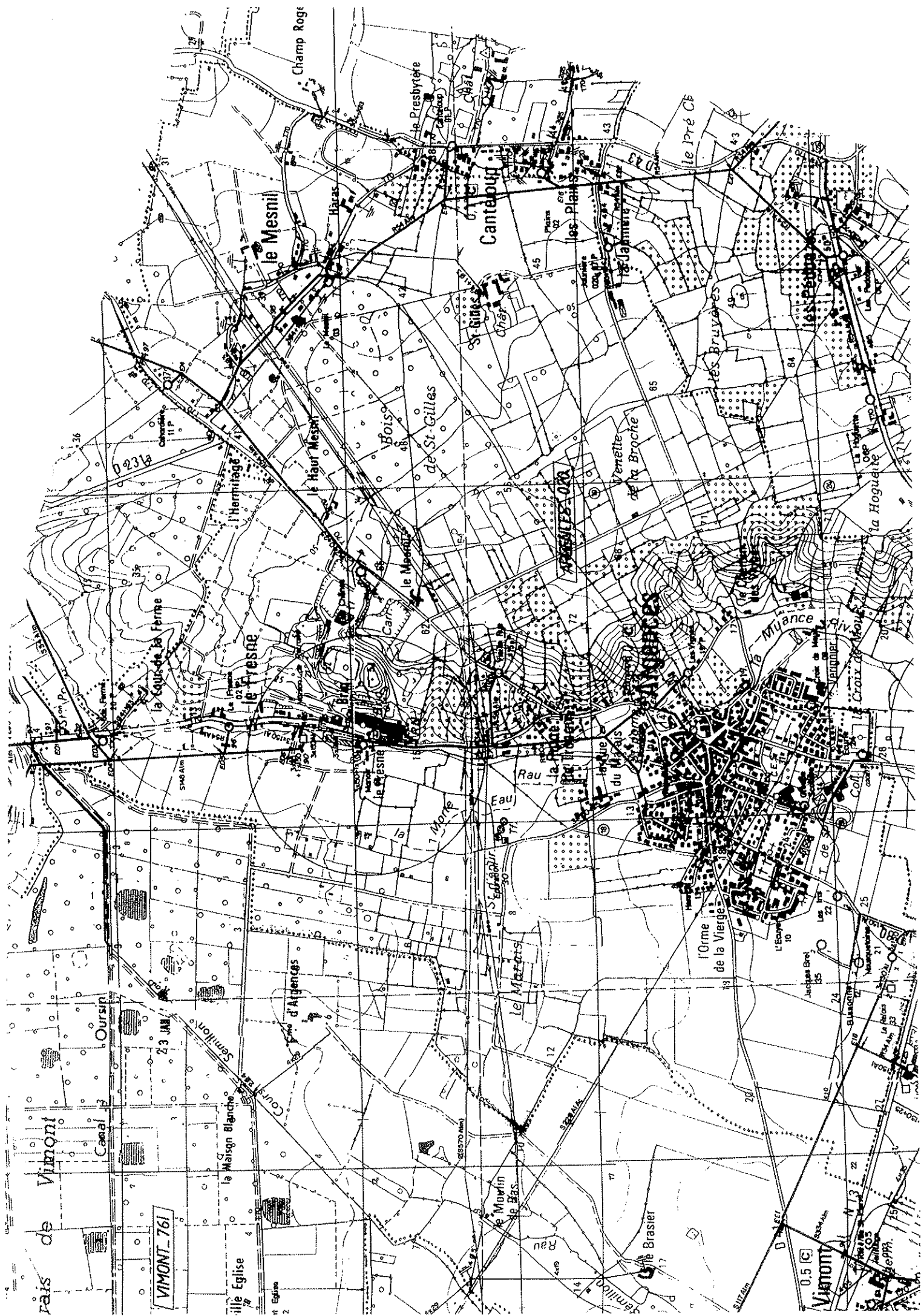
Loi n° 46.628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz et notamment son article 35.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée et complétée par de nombreux textes législatifs.

Décrets n° 85-1108 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations.

Arrêté ministériel du 11 mai 1970 portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustibles par canalisations.

Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35, modifié, de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes, ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.



## II.A MINISTERE DE TUTELLE

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (Direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

## II.B ETABLISSEMENT GESTIONNAIRE

Gaz de France, service national, établissement public de caractère industriel et commercial (loi du 8 avril 1946) dont le siège est à Paris - 23, rue Philibert Delorme (17ème).

## II.C ORGANISME GESTIONNAIRE

Pour la haute pression

-----  
Gaz de France, Exploitation Transport Caen  
Rue Lavoisier, 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR

Pour les moyenne et basse pressions

-----  
Gaz de France, Services du Calvados,  
8-10, Promenade du Fort 14010 CAEN CEDEX.

## III. PROCEDURE AMIABLE D'INSTITUTION DES SERVITUDES

Conformément à l'article 13 du décret n° 70-492 du 11 juin 1970, des accords amiables sont recherchés avec les propriétaires concernés par le projet de pose d'une canalisation.

Des conventions de servitudes sont signées entre Gaz de France et les propriétaires. La conclusion de ces accords (qui représentent en Normandie 99 % du nombre total des propriétaires) peut intervenir soit

avant, soit après la déclaration d'utilité publique des travaux à exécuter.

#### 1° Effet des servitudes

a) Ces servitudes accordent à Gaz de France et à toute personne mandatée par lui, le droit :

- d'établir à demeure une (ou plusieurs canalisations) dans une bande de terrain dont la largeur est définie dans la convention.

La largeur de la bande de servitudes varie suivant les ouvrages. Elle est généralement comprise entre 4 et 10 mètres. Le diamètre de la canalisation à poser constitue le critère principal permettant de définir la largeur de ladite bande.

- de pénétrer sur les parcelles désignées dans la convention et d'y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction, la surveillance et éventuellement l'entretien, le renforcement, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la (ou des canalisations) et des ouvrages accessoires.
  - d'établir en limite des parcelles cadastrales, les bornes de repérage et les ouvrages de moins de 1m<sup>2</sup> de surface nécessaires au fonctionnement de la ou des canalisations.
  - de procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages ou dessouchages des arbres, ou arbustes nécessaires à l'exécution ou à l'entretien des ouvrages.
- b) Obligations de "faire", acceptées par les propriétaires qui s'engagent :
- En cas de mutation, à titre gratuit ou onéreux de l'une ou plusieurs parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant-droit les servitudes dont elles sont grevées par la convention, en obligeant ledit ayant-droit à la respecter en leur lieu et place.
  - En cas de changement d'exploitant de l'une ou plusieurs des parcelles, à lui dénoncer les servitudes spécifiées en l'obligeant à les respecter.

c) Limitation au droit d'utiliser le sol

Les propriétaires s'engagent :

- à ne procéder, sauf accord préalable du Gaz de France, dans la bande de servitudes, à aucune modification de profil de terrain, construction, plantation d'arbres ni à aucune façon culturale descendant (en principe) à plus de 0,60 mètre de profondeur,
- à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages.

d) Doits résiduels des propriétaires

Les propriétaires conservent la pleine propriété des terrains grevés de servitudes dans les conditions qui précèdent.

2° Indemnisation des exploitants (ou des propriétaires s'ils exploitent eux-mêmes)

Le montant des dommages causés aux terrains et aux cultures à la suite des travaux de pose est déterminé, soit par application de barèmes établis avec le concours des Chambres d'agriculture soit à dire d'expert.

IV. PROCEDURE D'INSTITUTION DES SERVITUDES LEGALES

A défaut d'accord amiable, le Gaz de France après déclaration d'utilité publique du projet, adresse au Préfet une demande comportant outre les plans, les renseignements nécessaires sur la nature et l'étendue des servitudes.

Le Préfet, par arrêté, prescrit une enquête et désigne un Commissaire-enquêteur.

Notification des travaux projetés est faite aux propriétaires.

Les observations sont consignées par les intéressés sur le registre d'enquête (ouvert au lieu où siège le Commissaire-enquêteur) ou adressées par écrit, soit au Maire qui joint au registre, soit au Commissaire-enquêteur.



A l'expiration d'un délai de huitaine, le registre d'enquête est clos et signé par le Maire, puis transmis au Commissaire-enquêteur qui donne son avis motivé et dresse le procès-verbal de l'opération après avoir entendu toute personne qu'il juge susceptible de l'éclairer.

Les servitudes légales sont instituées par arrêté préfectoral.

#### 1°) Effets des servitudes

Ces servitudes permettent d'établir à demeure, d'exploiter et d'entretenir les ouvrages projetés dans des terrains non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

#### 2° Indemnisation des propriétaires

Ne peut donner lieu à indemnité que la création d'un préjudice qui résulterait des conséquences certaines, directes et immédiates des charges imposées par la loi aux propriétés privées.

#### 3° Indemnisation des exploitants

Les dommages causés aux terrains et aux cultures lors de l'exécution des travaux de pose, sont réglés à l'amiable et déterminés, soit par application de barèmes établis avec le concours des Chambres d'agriculture, soit à dire d'expert.

#### 4° Contestations

Les contestations relatives au montant des indemnités qui pourraient être dues en raison des servitudes sont soumises au juge de l'expropriation.

### V. PUBLICITE

Publication à la Conservation des hypothèques

de la situation des biens, des servitudes conventionnelles ou imposées et ce à la diligence du Gaz de France.

#### VI. TRAVAUX A PROXIMITE DES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ

Arrêtés préfectoraux des 11 juillet 1988 et 14 janvier 1985.

Ces arrêtés, pris dans l'intérêt de la sécurité publique et afin d'assurer la protection des ouvrages gaziers, stipulent notamment :

##### Article 1er

"Toute personne qui se propose d'effectuer ou de faire effectuer à proximité d'une canalisation de transport de gaz visée à l'article 1er du décret 64.81 du 23 janvier 1964 des travaux de terrassement, de fouilles, de forage ou d'enfoncements susceptibles de présenter des dangers pour ceux qui y participent ou de causer des dommages à ladite canalisation est tenue d'en aviser dix jours francs au moins avant la date prévue pour le début des travaux (jours fériés non compris) :

##### Pour la haute pression :

Gaz de France, Exploitation Transport Caen  
Rue Lavoisier 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR

##### Pour les moyenne et basse pressions

&Gaz de France, Services du Calvados  
8-10, Promenade du Fort 14010 CAEN CEDEX

(aux arrêtés, sont annexés deux modèles d'imprimés à utiliser pour l'établissement des déclarations).

##### Article 2

"Les travaux de terrassement, de fouilles, de forage ou d'enfoncements, visés à l'article 1er, doivent être considérés comme susceptibles de présenter des dangers pour ceux qui y participent ou causer des dommages à une canalisation de transport de gaz, si ces

travaux ont lieu en tout ou en partie à moins de 6 mètres de ladite canalisation, notamment si l'on se trouve dans l'un des cas suivants :

- a) Exécution de fondations, de bâtiment, de mur, de clôture ou d'ouvrage quelconque
- b) Pose, déplacement ou enlèvement de canalisation enterrée,
- c) Enfouissement par battage ou tout autre procédé de piquets, pieux, sondes, perforatrices ou tout autre matériel.

La distance de 6 mètres est portée à 30 mètres en cas d'utilisation d'explosifs par les entreprises chargées des travaux.

Les dispositions de ces arrêtés s'appliquent aux travaux à réaliser tant dans le domaine privé que dans le domaine public.

I. GENERALITES

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (ouvrages du réseau d'alimentation générale et des réseaux de distribution publique).

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (article 298) et du 4 juillet 1935, les décrets du 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 70-192 du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz, qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire. Direction du gaz, de l'électricité et du charbon.

## II. PROCEDURE D'INSTITUTION

### A) PROCEDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (article 35 de la loi du 8 avril 1946),
- aux lignes, placées sous le régime de la concession ou de la régie, réalisées avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (article 299 de la loi du 13 juillet 1925), et non déclarées d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité, en vue de l'exercice des servitudes sans recours à l'expropriation, est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I et II du décret du 11 juin 1970 susvisé. Elle est prononcée par arrêté préfectoral ou par arrêté du Ministre chargé de l'électricité et du gaz, selon les caractéristiques des ouvrages concernés telles qu'elles sont précisées auxdits chapitres.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au Préfet, par l'intermédiaire de l'Ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le Préfet prescrit alors une enquête publique, dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les Maires intéressés donnent avis de l'ouverture de l'enquête, et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au Préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juillet 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (décret du 6 octobre 1967, article 1)

#### B) INDEMNISATION

Les indemnités, dues à raison des servitudes, sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes.

Le préjudice, purement éventuel et non évaluable en argent, ne peut motiver l'allocation de dommages et intérêts, mais le préjudice futur, conséquence certaine et directe de l'état actuel des choses, peut donner lieu à indemnisation.

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires résulte de la convention en date du 21 octobre 1987, intervenue entre Electricité de France et l'assemblée permanente des Chambres d'agriculture, et rendue applicable par les commissions régionales instituées à cet effet.

En cas de litige, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 6 octobre 1967 (article 20 du décret du 11 juin 1970).

Ces indemnités sont à la charge du maître d'ouvrage de la ligne. Leurs modalités de versement sont fixées par l'article 20 du décret du 11 juin 1970.

Les indemnisations dont il est fait état ne concernent pas la réparation des dommages survenus à l'occasion des travaux, et qui doivent être réparés comme dommages de travaux publics.

### C) PUBLICITE

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concernés par les servitudes.

### III. EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A) PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

##### 1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrage pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, sous les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitudes d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que ces propriétés soient ou non closes ou bâties (servitudes de surplomb)

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire de couper les arbres et les branches d'arbres qui se trouvent à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

## 2° Obligations "de faire" imposées au propriétaire

Néant.

## B) LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

### 1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible et s'il est nécessaire d'accéder sur des toits ou terrasses.

### 2° Droits résiduels du propriétaire

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir ; ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée, l'entreprise exploitante.

Les règles déterminant les distances à respecter entre les ouvrages et toute construction sont indiquées dans l'arrêté interministériel du 26 mai 1978 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Les travaux à proximité de ces ouvrages sont réglementés par le décret 65-48 du 8 janvier 1965 et la circulaire ministérielle n° 70-21 du 21 décembre 1970, qui interdit à toute personne de s'approcher elle-même ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'elle utilise à une distance inférieure à 5 mètres des pièces conductrices nues normalement sous tension. Il doit être tenu compte, pour déterminer cette distance, de tous les mouvements possibles des pièces conductrices d'une part, et de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés d'autre part.



Tout projet de construction à proximité des ouvrages existants repris ci-dessous, doit être adressé aux exploitants.

Liste des lignes électriques :

Exploitant : EDF, Services du Calvados  
8-10, Promenade du Fort, 14010 CAEN CEDEX  
Réseaux de distribution HTA et BT

Exploitant : EDF-G.E.T. Normandie  
Carrefour de Bras B.P. 7 14123 IFS

HTB, 2 X 400 KV,	Tourbe-Rougemontier
HTB, 2 X 225 KV,	Tourtbe-Rougemontier
	Dronnière-Coquainvilliers
HTB, 90 KV,	Dronnière-Percy

## ALIGNEMENT

### I. GENERALITES

#### Servitudes d'alignement

Edit du 16 décembre 1607 confirmé par arrêté du Conseil du Roi du 27 février 1765

Loi du 16 septembre 1805.

Décret n° 62.1245 du 20 octobre 1962 (routes nationales).

Circulaire n° 79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national (réglementation), modifiée et complétée par circulaire du 19 juin 1980.

Décret du 25 octobre 1938 modifié par décret n° 61.231 du 6 mars 1961 (chemins départementaux).

Instruction générale du 30 mars 1967.

Décret n° 64.262 du 14 mars 1964 chapitre III (voies communales) complété en son article 11 par l'article 3 du décret n° 77.738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir et modifié par le décret n° 79-1152 du 28 décembre 1979.

Circulaire n° 723 du 29 décembre 1964 (Intérieur) et n° 474 du 13 septembre 1966.

Code de l'urbanisme article R 123.32.1 nouveau (décret n° 77.736 du 7 juillet 1977 relatif aux plans d'occupation des sols).

Circulaire n° 78.14 du 17 janvier 1978 relative aux emplacements réservés par les plans d'occupation des sols (chapitre premier — généralités — § 1.2.1 4°).

Circulaire n° 80.7 du 8 janvier 1980 du ministère de l'Intérieur.

Ministère de l'Intérieur. Direction générale des collectivités locales.

Ministère des transports. Direction générale des transports intérieurs. Direction des routes et de la circulation routière.

Ministère de l'environnement et du cadre de vie. Direction de l'urbanisme et des paysages.

### II. PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A. PROCEDURE

##### a. Plan général d'alignement

Approbation selon l'autorité administrative compétente, par :

— arrêté préfectoral ou décret en Conseil d'Etat pour les routes nationales :

— délibération du conseil général, pour les chemins départementaux ;

— délibération du conseil municipal, soumise à approbation pour les voies communales ;

des plans d'alignement dressés par les services des ponts-et-chaussées puis soumis à enquête publique comme en matière d'expropriation.

Toutefois si le plan d'alignement a pour effet de frapper d'une servitude de reculement un immeuble qui est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, est compris dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, il ne peut être adopté qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de 15 jours (décret n° 77.738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir - article 3).

Ces plans fixent la limite séparative des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriétés non bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).

##### b. Plan d'occupation des sols

Nonobstant les dispositions réglementaires relatives à l'alignement, les alignements nouveaux résultent d'un P.O.S. rendu public ou approuvé, se substituent aux alignements résultant des plans généraux d'alignement applicables sur le même territoire (article R 123.32.1 du C.U.).

#### B. Indemnisation

##### Plan général d'alignement

L'établissement de ces servitudes ouvre aux propriétaires, à la date de publication du plan approuvé, un droit à indemnité fixée à l'amiable, et représentative de la valeur du sol non bâti.

A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée comme en matière d'expropriation.

Le sol des parcelles qui cessent d'être bâties, pour quelque cause que ce soit, est attribué immédiatement à la voie avec indemnité réglée à l'amiable ou à défaut, comme en matière d'expropriation.

### C. Publicité

#### Plan général d'alignement

Publication dans leur forme habituelle, des actes administratifs d'approbation.

Dépôt du plan d'alignement, dans les mairies intéressées où il est tenu à la disposition du public.

Publication en mairie de l'avis de dépôt du plan.

### III. EFFETS DE LA SERVITUDE

#### Plan général d'alignement

#### A. Prerogatives de la puissance publique

##### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

— Néant.

##### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

#### B. Limitation au droit d'utiliser le sol

##### 1° Obligations passives

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder à l'édification de toute construction nouvelle, qu'il s'agisse de bâtiments neufs remplaçant des constructions existantes, de bâtiments complémentaires, de surélévation (*servitude non aedificandi*).

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder à des travaux confortatifs tels que renforcement des murs, établissement de dispositifs de soutien, substitution d'aménagements neufs à des dispositifs vétustes, etc. (*servitudes non confortandi*).

##### 2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire riverain d'une voie publique dont la propriété est frappée d'alignement, de procéder à des travaux d'entretien courant, mais obligation avant d'effectuer tous travaux de demander l'autorisation de l'Administration. Cette autorisation, valable un an et pour les travaux énumérés, est délivrée sous forme d'arrêté préfectoral pour les routes nationales et les chemins départementaux, et d'arrêté du maire pour les chemins communaux. Le silence de l'Administration ne saurait valoir accord implicite.

## 4.2 – AUTRES ANNEXES DOCUMENTAIRES

### Principaux sites archéologiques repérés

Projet de zonage archéologique

### Secteur d'intérêt écologique (documents DIREN)

ZNIEFF de type 1 : Marais de Vimont

ZNIEFF de type 2 : Marais de la Dives et de ses affluents

Service responsable : DIREN – Citis - HÉROUVILLE SAINT CLAIR

### Risques naturels

Copie des documents suivants :

- Extrait de l'atlas des zones inondables
- Carte de profondeur de la nappe phréatique en période de très hautes eaux.
- Carte de prédisposition aux mouvements de terrains
- Décret du 14 mai 1991 sur les risques sismiques

Service responsable : DIREN – Citis - HÉROUVILLE SAINT CLAIR

### Prescriptions d'isolement phonique

Copie des textes suivants :

- Arrêté préfectoral du 6 juillet 1999 instituant le classement de la RD613 (ex RN13)
- Décret du 9 janvier 1995,
- Arrêté du 30 mai 1996.

Service responsable : CONSEIL GÉNÉRAL DU CALVADOS – 9 rue Saint Laurent 14000 Caen

### Annexes sanitaires

EAU POTABLE :

- Extrait du rapport annuel d'exploitation de 2005
- Courrier du président du Syndicat

ASSAINISSEMENT :

- Extrait du rapport annuel d'exploitation de 2005
- Rapport 2006 du SATESE
- ZONAGE D'ASSAINISSEMENT : extrait du rapport
- Courrier du président du Syndicat

### Télédiffusion

Les constructeurs sont tenus de se conformer aux règles et conséquences de l'article L 112-12 du Code de la Construction et de l'Habitation (J.O. en date du 8 juin 1978). TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE souhaite que se mettent en place, dans l'intérêt des usagers de Radiodiffusion et de Télévision, des réseaux d'antennes communautaires lors de la création de zone pavillonnaire et îlot d'habitation, ceci pour des raisons d'esthétique, de commodité et de qualité de réception des émissions.

Pour tous renseignements: GROUPE RÉGIONAL DE LA RÉCEPTION / Ingénierie des réseaux câblés - Avenue de Belle Fontaine - 35 510 CESSON SEVIGNÉ

### Zones de publicité restreinte (hors ZPPAUP)

Néant

### Zones agricoles protégées

Néant

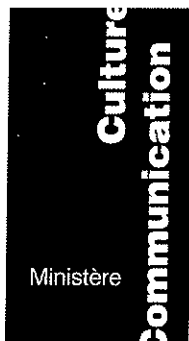
### Plan d'exposition au bruit des aérodromes

Néant



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA REGION BASSE-NORMANDIE



Direction régionale  
des affaires culturelles  
de Basse-Normandie

13 bis rue Saint-Ouen  
14052 Caen cedex 4  
Téléphone 02 31 38 39 40  
Télécopie 02 31 23 84 65  
www.culture.gouv.fr

Service régional de  
l'archéologie  
Téléphone 02 31 38 39 19  
Télécopie 02 31 38 39 20

Affaire suivie par :  
Fabien DELRIEU  
poste 39 36

Réf. courrier 05/FD/  
384



Caen, le 29 SEP. 2005

Le Directeur régional des Affaires culturelles

à

Monsieur le Maire d'ARGENCES

OBJET : Actualisation du zonage archéologique d'ARGENCES (14).

REF : Décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

PJ : 1 arrêté + 1 carte + 1 plan.

Monsieur le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint copie de l'arrêté de zonage archéologique d'Argences, pris en application de l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004.

Comme vous en aviez convenu avec mon collaborateur, M. Fabien Delrieu, lors d'une réunion qui s'est tenue le 11 août dernier, le nouvel arrêté délimite sur la commune d'Argences une zone à l'intérieur de laquelle le Préfet de région sera saisi de tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir, d'autorisations d'installations et de travaux divers, d'autorisations de lotir et de décisions de réalisation de zones d'aménagement concerté.

Je vous demande de bien vouloir assurer l'affichage de cet arrêté de zonage en mairie, durant un mois au minimum, conformément à l'article 5 du décret cité en objet.

Restant à votre disposition pour tous compléments d'information, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.

Dominique PARTHENAY

**LE PREFET DE LA REGION BASSE-NORMANDIE**  
**PREFET DU CALVADOS**

*Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur dans l'Ordre National du Mérite*

**Arrêté portant délimitation de zonage archéologique**  
**n° Z-2005-06**

**Vu** le Titre II du Livre V du Code du Patrimoine ;

**Vu** le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Considérant qu'un enclos circulaire fossoyé, à vocation funéraire, dont la chronologie doit se situer entre l'Age du Bronze et le Premier Age du Fer, et qu'une enceinte fossoyée curvilinéaire de la période gauloise ont été recensés en 1997 au cours de prospections archéologiques aériennes sur la commune d'**Argences** (Calvados) ; que ces connaissances acquises suggèrent que des vestiges archéologiques nombreux et importants sont présents sur les terrains inclus dans le périmètre de la zone ; que leur protection implique que l'ensemble des dossiers de demandes de permis de construire, de démolir, d'autorisations d'installations et travaux divers, d'autorisations de lotir et de décision de réalisation de zone d'aménagement concerté soient transmis au préfet de région ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

*Sur la commune d'**Argences** (Calvados), il est institué un zonage archéologique comprenant les parcelles cadastrées suivantes (d'après la numérotation du cadastre) :*

***Section OB**, parcelles : 73, 74, 75, 76, 84 et 85*

***Section ZA**, parcelle : 28*

*(cf. extraits cadastraux annexés au présent arrêté)*

## **Article 2**

Toutes les demandes de permis de construire, de démolir, d'autorisation d'installations et travaux divers, d'autorisations de lotir et de décision de réalisation de zone d'aménagement concerté sur les terrains inclus dans ce zonage archéologique devront être transmises aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie, 13 bis, rue Saint-Ouen, 14 052 CAEN cedex 4) afin que puissent être prescrites, le cas échéant, des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n° 2004-490 susvisé.

## **Article 3**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de région et du département. Il sera adressé par le Préfet du département au maire concerné, aux fins d'affichage en mairie pendant un délai d'un mois minimum.

## **Article 4**

Le Directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

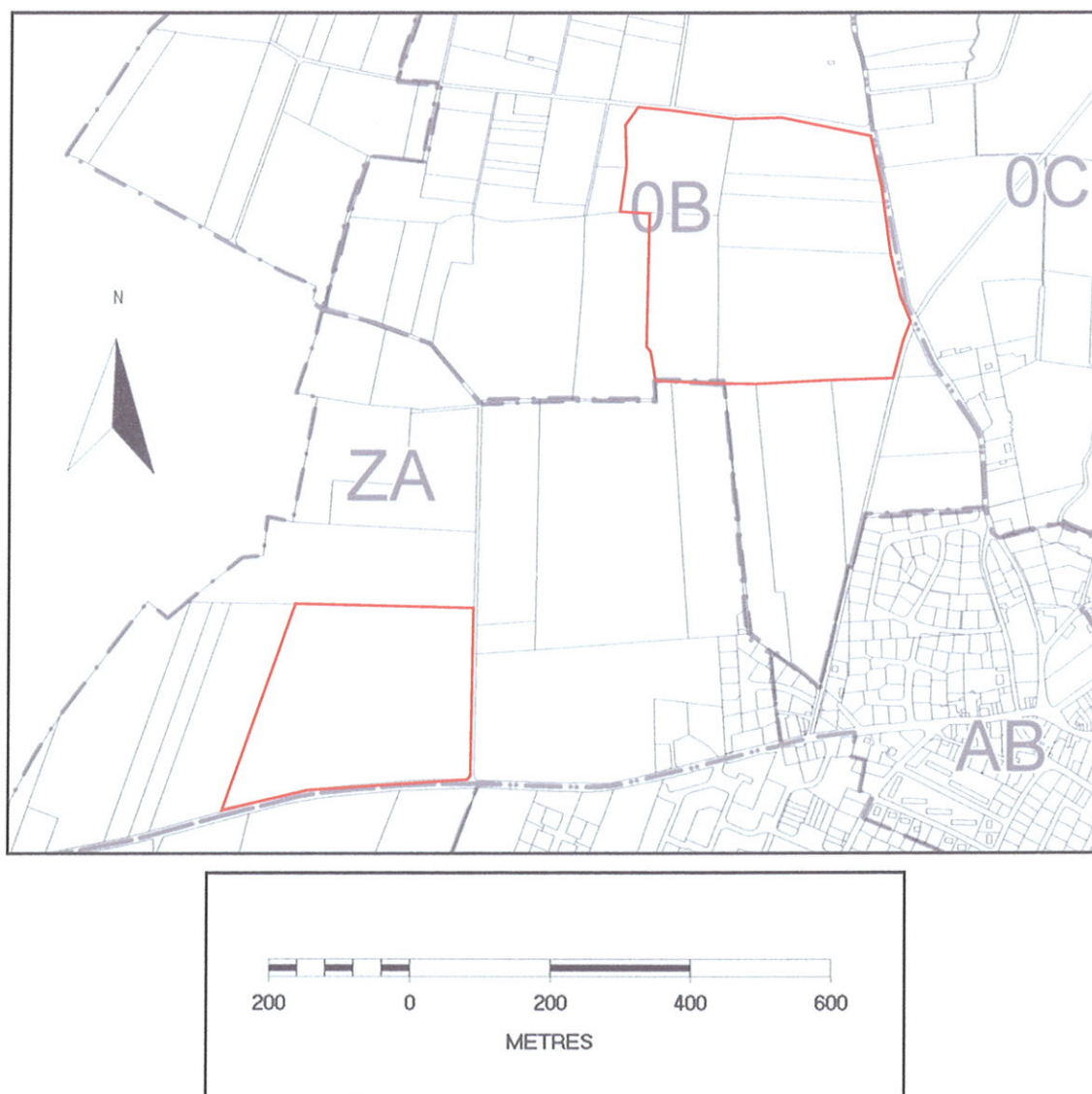
Fait à Caen, le

Le Préfet de la région de Basse-Normandie,  
Préfet du Calvados

[illegible]

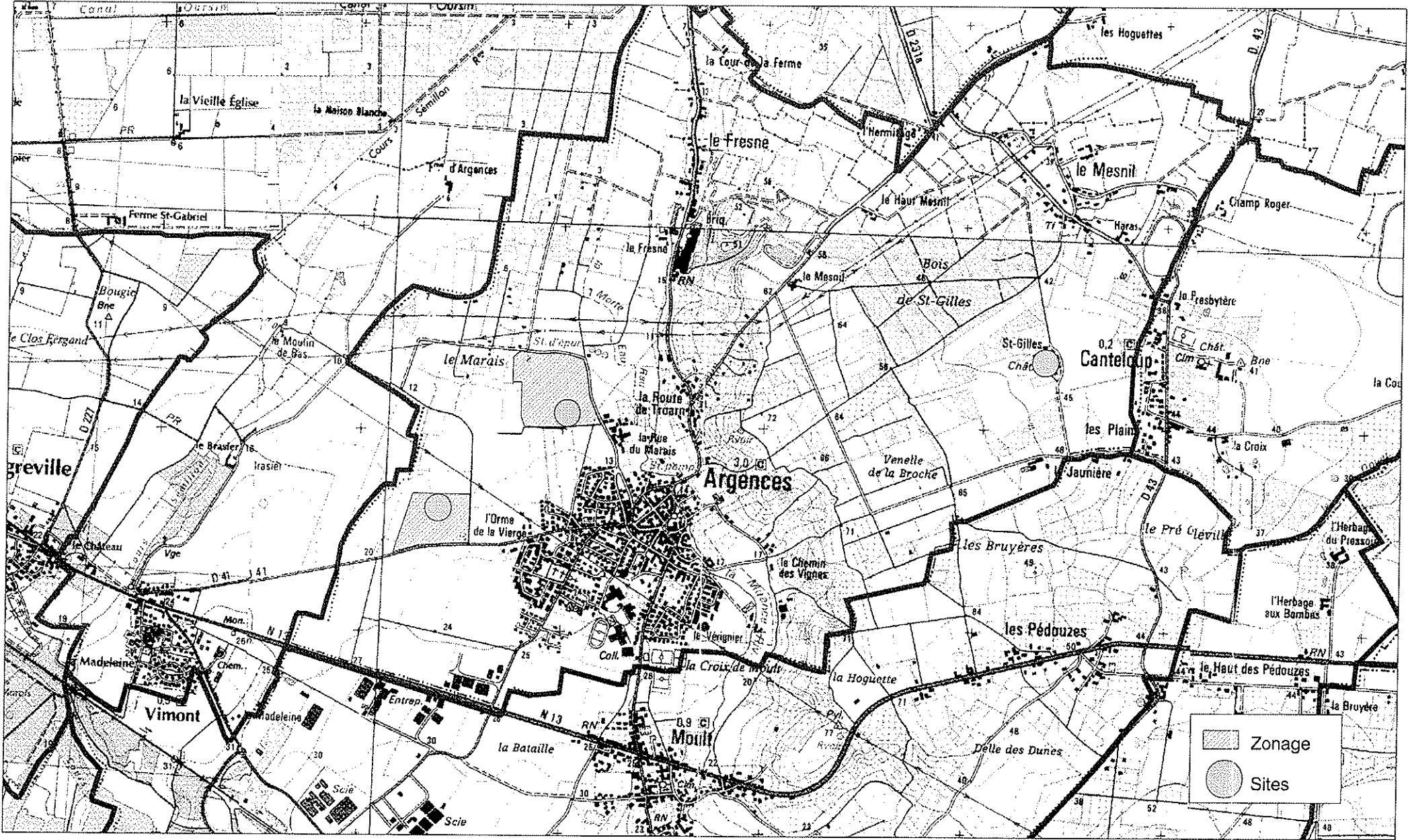
1 : enceinte protohistorique  
2 : enclos et fossés protohistoriques





Localisation des parcelles concernées par le zonage archéologique de la commune d'Argences (14)

## Commune d' ARGENCES (14) : principaux sites archéologiques et zonage de protection au 08 novembre 2005.



Echelle 1 / 25000 e

Direction Régionale des Affaires Culturelles de Basse-Normandie - Service Régional de l'Archéologie  
Source : SCAN 25 IGN - reproduction interdite - licence n° 9092.



Zone de type : 1

N° régional : 0071-0005

N° national : 250020005

Année de mise à jour : 1996

Superficie **380,31 ha**

Altitude : **3 - 5 m**

Mesure(s) existante(s) :  
Indéterminé

Nombre d'espèces  
inventoriées : 258

#### Commune(s)

INSEE	NOM
14020	ARGENCES
14036	BANNEVILLE-LA-CAMPAGNE
14344	JANVILLE
14640	SAINT-PAIR
14761	VIMONT

## Inventaire du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) se définit par l'identification scientifique d'un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. La présente zone est inscrite à l'inventaire des ZNIEFF. Cette fiche descriptive a notamment pour objet de contribuer à la prise en compte du patrimoine naturel, tel que le prévoit la législation française, dans tous projets de planification ou d'aménagement.

0071-0005

## MARAIS DE VIMONT

### FAUNE

Le marais de Vimont, très boisé et assez fermé, renferme une avifaune riche en espèces nicheuses remarquables.

Citons la Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), le Busard des roseaux (*Circus aeruginosus*), la Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*), le Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), la Bouscarle de Cetti (*Cettia cetti*), le Lorient (*Oriolus oriolus*), la Locustelle tachetée (*Locustella naevia*), la Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*)...

### FLORE

Cette zone renferme une flore caractéristique, riche de quelques espèces rares, tels le Marisque (*Cladium mariscus*), la Lentille à plusieurs racines (*Spirodela polyrhiza*), le Pigamon jaune (*Thalictrum flavum*)...

### Sources / Bibliographie

DEBOUT G., décembre 1995 - Les marais de la Dives / Bois de Bavent / Bois du Val Richer (Calvados), Etude avifaunistique, GONm à la demande de la DIREN Basse-Normandie.

### Sources / Informateurs

1996 DEPERIERS S. - Données de terrain non publiées.

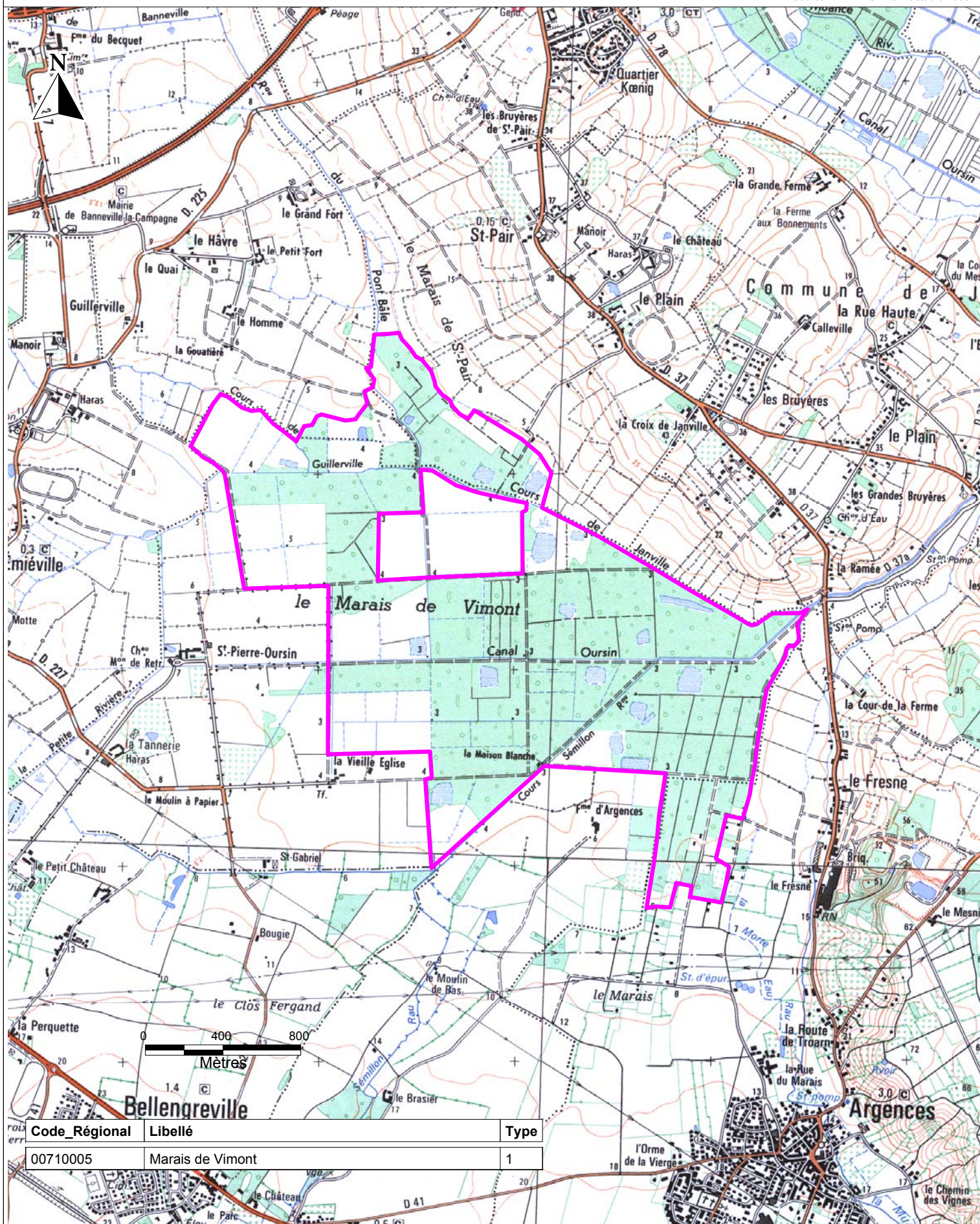
1996 RUNGETTE D. - Données de terrain non publiées.



## Marais de Vimont

Fond IGN.Scan 25 © 1998

Source DIREN / SNPC - Octobre 2005





## Inventaire du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) se définit par l'identification scientifique d'un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. La présente zone est inscrite à l'inventaire des ZNIEFF. Cette fiche descriptive a notamment pour objet de contribuer à la prise en compte du patrimoine naturel, tel que le prévoit la législation française, dans tous projets de planification ou d'aménagement.

0071-0000

## MARAIS DE LA DIVES ET SES AFFLUENTS



Zone de type : 2

N° régional : 0071-0000

N° national : 250008455

Année de mise à jour : 1998

Superficie 12601,96 ha

Altitude : 2 - 9 m

Mesure(s) existante(s) :

Indéterminé

Site inscrit selon la loi de 1930

Site classé selon la loi de 1930

Zone protégée au titre de la Loi Littoral

Réserve de chasse et de faune sauvage

Nombre d'espèces

inventoriées : 654

### Commune(s)

INSEE	NOM
14012	ANGERVILLE
14016	ANNEBAULT
14020	ARGENCES
14033	AUVILLARS
14036	BANNEVILLE-LA-CAMPAGNE
14045	BASSENEVILLE
14046	BAVENT
14231	BEAUFOR-DRUVAL
14057	BELLENGREVILLE
14070	BEUVRON-EN-AUGE
14527	BIEVILLE-QUETIEVILLE
14082	BOISSIERE (LA)
14083	BONNEBOSQ
14093	BRANVILLE
14110	BRUCOURT
14117	CABOURG
14126	CAMBREMER
14163	CLEVILLE
14178	CORBON
14198	CRESSEVEUILLE
14201	CREVECOEUR-EN-AUGE
14203	CRICQUEVILLE-EN-AUGE
14218	DANESTAL
14227	DOUVILLE-EN-AUGE
14229	DOZULE
14237	EMIEVILLE
14285	FOURNET (LE)
14287	FRENOUVILLE
14300	GERROTS
14306	GONNEVILLE-EN-AUGE
14308	GOUSTRANVILLE
14316	GRANGUES
14329	HEULAND

Dans son cours inférieur, la Dives a élargi son lit majeur au point de constituer une vaste zone marécageuse autrefois soumise aux mouvements des marées. L'altitude y est faible et varie entre 3 et 5 mètres. La plupart des substrats sont donc alluviaux sur la majeure partie de la surface. Toutefois, quelques affleurements tourbeux sont visibles, notamment à Goustranville et Petitville.

Du Moyen-Age jusqu'à aujourd'hui, l'hydraulique de ces marais a été profondément modifiée et l'empreinte de l'homme est devenue prépondérante dans le paysage et la gestion des milieux voués à l'agriculture.

De nos jours, les marais de la Dives constituent un vaste ensemble de prairies plus ou moins humides, de peupleraies et de cultures, le tout étant entrecoupé de nombreux canaux de drainage. Bien que fortement anthropisés et souffrant d'une gestion minimaliste des niveaux d'eau, ces marais conservent de fortes potentialités écologiques, révélées çà et là par nombre d'espèces animales et végétales d'intérêt patrimonial.

### FLORE

Les inventaires floristiques réalisés sur le site ont permis d'apprécier sa richesse botanique. Plusieurs espèces rares dont certaines sont protégées au niveau national (\*\*) ou régional (\*) y ont été recensées.

Les vastes prairies humides renferment des espèces hygrophiles tels la Laïche divisée (*Carex divisa*) et le Troscart des marais (*Triglochin palustre*). La présence du Céleri rampant (*Apium repens*) reste à confirmer. Le Vulpin bulbeux (*Alopecurus bulbosus*\*) et le Scirpe à une écaille (*Eleocharis uniglumis*), signalés en 1982, n'ont pas été revus récemment. Le Marisque (*Cladium mariscus*) et la Gentiane pneumonanthe (*Gentiana pneumonanthe*) confirment la présence par endroits d'horizons tourbeux.

Les nombreux fossés et canaux sont favorables aux espèces aquatiques comme la Lentille gibbeuse (*Lemna gibba*), les Potamots de Berchtold (*Potamogeton berchtoldii*) et obtus (*P. obtusifolius*), la Lentille d'eau sans racine (*Wolffia arrhiza*), le Cératophylle submergé (*Ceratophyllum submersum*\*), le Myriophylle verticillé (*Myriophyllum verticillatum*\*), le Potamot nageant (*Potamogeton natans*)...

Les plans d'eau, très répandus, abritent des espèces plus amphibies tel le Flûteau fausse-Renoncule (*Baldellia ranunculoides*).

Enfin, signalons la découverte en 1996 d'une superbe station à Nivéole d'été (*Leucojum aestivum*\*\*) avec pas moins de 5 000 pieds dans une peupleraie du marais de Petitville.

### FAUNE

Les inventaires entomologiques effectués sur cette zone ont permis d'appréhender sa richesse en odonates. Des espèces d'intérêt patrimonial ont été recensées tels l'Agrion orangé (*Platynemesis acutipennis*), l'Agrion à longs cercoïdes (*Cercion lindenii*), l'Agrion gracieux (*Coenagrion pulchellum*), l'Agrion vert (*Erythronia viridulum*), l'Anax napolitain (*Anax parthenope*)...

La Dives et ses principaux affluents sont d'un grand intérêt piscicole, notamment pour les salmonidés migrateurs.

La Dorette, l'Algot, la Vie et l'Ancre sont en effet des cours d'eau secondaires renfermant des frayères à Truite de mer (*Salmo trutta trutta*), à Saumon atlantique (*Salmo salar*), à Lamproie marine (*Petromyzon marinus*) et à Lamproie de rivière (*Lampetra fluviatilis*). Entre Magny-le-Freule et la RN 13, la Dives offre un peuplement piscicole riche et diversifié, dans un habitat unique sur le bassin de la Dives. Ces affluents se caractérisent également par des peuplements de Truite fario (*Salmo trutta fario*), de Chabot (*Cottus gobio*) et de Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*).

Notons enfin que l'ensemble de ce bassin est très riche en Anguille (*Anguilla anguilla*).

Au niveau ornithologique, la valeur des marais de la Dives se situe très en deçà de ce qu'elle pourrait être si les facteurs anthropiques n'étaient pas si limitants.

La réserve de Saint-Samson et quelques autres petits secteurs permettent à certaines espèces intéressantes d'hiverner. Citons la Sarcelle d'hiver (*Anas crecca*), le Canard siffleur

INSEE	NOM
14335	HOTOT-EN-AUGE
14337	HOUBLONNIERE (LA)
14344	JANVILLE
14358	LEAUPARTIE
14359	LECAUDE
14387	MAGNY-LE-FREULE
14398	MANERBE
14409	MERVILLE-FRANCEVILLE-PLAGE
14410	MERY-CORBON
14431	MEZIDON-CANON
14435	MONCEAUX (LES)
14444	MONTEILLE
14448	MONTREUIL-EN-AUGE
14474	NOTRE-DAME-D'ESTREES
14473	NOTRE-DAME-DE-LIVAYE
14494	PERIERS-EN-AUGE
14499	PETIVILLE
14520	PRE-D'AUGE (LE)
14524	PUTOT-EN-AUGE
14533	REPENTIGNY
14541	ROQUE-BAIGNARD (LA)
14550	RUMESNIL
14598	SAINT-JOUIN
14604	SAINT-LAURENT-DU-MONT
14606	SAINT-LEGER-DUBOSQ
14608	SAINT-LOUP-DE-FRIBOIS
14637	SAINT-OUEN-DU-MESNIL-OGER
14639	SAINT-OUEN-LE-PIN
14640	SAINT-PAIR
14651	SAINT-PIERRE-DU-JONQUET
14657	SAINT-SAMSON
14712	TROARN
14724	VARAVILLE
14743	VICTOT-PONTFOL
14761	VIMONT

(Anas penelope), le Fuligule milouin (*Aythya ferina*), le Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*), le Pluvier doré (*Pluvialis apricaria*), le Courlis cendré (*Numenius arquata*), la Bécassine des marais (*Gallinago gallinago*), la Foulque macroule (*Fulica atra*), le Hibou moyen-duc (*Asio otus*)...

En période nuptiale, le fort abaissement de la nappe d'eau ne favorise guère la nidification. Les espèces les plus tributaires de l'eau sont, de ce fait, peu nombreuses à nicher ici. On peut toutefois mentionner 25 à 30 couples de Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*) sur les prairies les plus hygrophiles, 5 à 8 couples de Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*) concentrés essentiellement sur les ballastières de Biéville-Quétieville, le contact avec la Marouette ponctuée (*Porzana porzana*) en juin 1997 sur une mare abandonnée ceinturée par une végétation amphibie, la nidification du Grèbe castagneux (*Tachybaptus ruficollis*) et de la Sarcelle d'été (*Anas querquedula*) notée dans les canaux à végétation rivulaire dense et celle du petit Gravelot (*Charadrius dubius*) sur les mares asséchées de gabion. Les prairies fraîches de fauche accueillent la Bergeronnette printanière (*Motacilla flava*), la Bergeronnette flavéole (*Motacilla flava flavissima*), le Traquet tarier (*Saxicola rubetra*) et le Râle des genêts (*Crex crex*).

La présence de nombreuses roselières et autres secteurs à végétation herbacée haute favorise la nidification de nombreuses fauvelles paludicoles. Parmi elles, retenons la Rousserolle verderolle (*Acrocephalus palustris*), particulièrement attirée par les phragmites et les hautes herbes des berges de la Dives et des talus, où les densités peuvent être élevées. La Rousserolle effarvate (*Acrocephalus scirpaceus*), le Phragmite des joncs (*Acrocephalus schoenobaenus*) et le Bruant des roseaux (*Emberiza schoeniclus*) nichent également dans ce type de milieu.

Les peupleraies à divers stades de croissance, où la strate herbacée est souvent haute, sont le domaine de nidification du Lorient (*Oriolus oriolus*), de la Bouscarle de Cetti (*Cettia cetti*), de la Locustelle tachetée (*Locustella naevia*), de la Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), du Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*) et du Hibou moyen-duc (*Asio otus*). Les nombreuses haies basses à aubépines quadrillant les marais de la Dives sont très favorables à la nidification de la Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*). Environ 75 à 100 couples ont été dénombrés ici, ce qui représente approximativement 95% de la population totale normande. Ces mêmes haies accueillent également la Pie-grièche grise (*Lanius excubitor*) et la Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*).

Enfin, la bordure bocagère de cette vaste zone est favorable à la nidification de la Cicogne blanche (*Ciconia ciconia*). Depuis 1978, année où un couple s'est installé à Hottot-en-Auge, elle a niché chaque année dans les marais de la Dives, le nombre de couples croissant lentement mais régulièrement.

## Sources / Bibliographie

M.A.B.N., 1975 - Schéma d'aménagement du littoral bas-normand - Richesses naturelles. C.S.P., 1990 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1990. C.S.P.

A.R.P.L.I., 1991 - Les marais de Barent, diagnostic écologique.

C.S.P., 1992 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1992. C.S.P.

LECOINTE A., MONY J.-F., DUQUESNAY A. & al., 1993 - Expertise botanique de sept secteurs littoraux du département. D.D.E. Calvados (SAU)/Laboratoire de Phytogéographie. DEBOUT G., CHARTIER A., LANG B., PREVOST F., décembre 1993 - Intérêt ornithologique de quelques sites littoraux du département du Calvados. Etude GONm à la demande de la D.D.E. Calvados.

DEBOUT G., septembre 1994 - Intérêt ornithologique de quelques sites littoraux du département du Calvados, Rappels et actualisation 1994, Etude GONm à la demande de la DDE 14.

DEBOUT G., décembre 1995 - Les marais de la Dives / Bois de Barent / Bois du Val Richer (Calvados), Etude avifaunistique, GONm à la demande de la DIREN Basse-Normandie.

C.S.P., septembre 1996 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1995. C.S.P.

GRANVAL P., CHAMBARD P., SOLER M.L., FOUQUET M. & LAFFONTAINE R.M., mars 1997 - Rapport final : contrat CEE biodiversité et économie agricole. [...]. INA. IRSN de Belgique. ONC.

LE BOUDEC A. et al., août 1998 - Réseau hydrobiologique et piscicole. Basse-Normandie. Campagne 1997. C.S.P.

## Sources / Informateurs

1994 BROU (De) F. - Données de terrain non publiées.

1985 1995 DEBOUT G. - Données de terrain non publiées.

1996 1999 DEPERIERS S. & RUNGETTE D. - Données de terrain non publiées.

1996 DEPERIERS-ROBBE S. - Données de terrain non publiées.

1997 FOUQUET M. - Données de terrain non publiées.

1998 FOUQUET M. - Données de terrain non publiées.

1985 1990 FRAPIER J. - Données de terrain non publiées.

1992 G.O.Nm - Données de terrain non publiées.

1998 GRANVAL P. - Données de terrain non publiées.

1995 LAFFONTAINE R.M. - Données de terrain non publiées.

1996 LECOINTE A. - Données de terrain non publiées.

1996 LEFEVRE J.M. - Données de terrain non publiées.

1982 PROVOST M. - Données de terrain non publiées.

1999 ROLLAND R. - Données de terrain non publiées.

1996 RUNGETTE D. - Données de terrain non publiées.



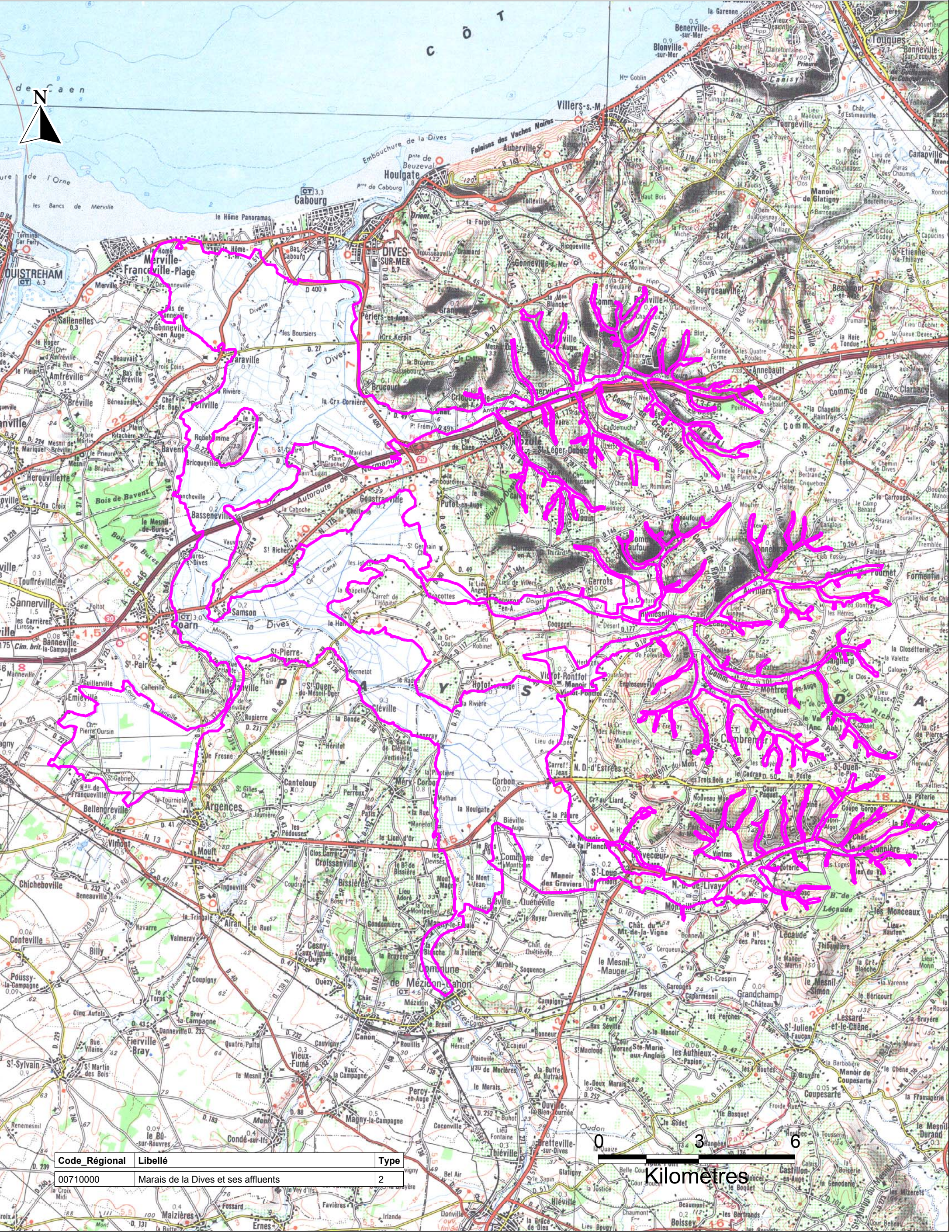
Marais de la Dives



Direction Régionale de l'Environnement  
BASSE-NORMANDIE

Fond IGN.Scan 100 © 1998

Source DIREN / SNPC - Octobre 2005







Direction Régionale de l'Environnement  
BASSE-NORMANDIE

## NOTICE D'UTILISATION DE L'ATLAS DES ZONES INONDABLES

L'atlas des zones inondables de Basse-Normandie regroupe toutes les informations cartographiques répertoriées par la DIREN sur les inondations par débordement de cours d'eau dans la région.

Il s'agit d'une base de données numérique présentée sous la forme de cartes comportant sur un fond IGN au 1/25 000 :

- les limites des zones inondables par débordement de cours d'eau (rouge) ;
- les limites de zones remblayées ou protégées pour lesquelles le risque d'inondation est actuellement mal apprécié (orange) ;
- les limites de zones bénéficiant d'une protection particulière, en secteur poldérisé notamment, susceptible de réduire le niveau de l'aléa (hachuré)
- une limite d'étude au delà de laquelle les zones inondables n'ont jusqu'à présent fait l'objet d'aucune reconnaissance (trait rouge-blanc).

### La précision du support IGN au 1/25 000

Tout utilisateur de ce document doit conserver à l'esprit les limites d'interprétation que la précision de son support cartographique impose. Le support choisi est le 1/25 000 de l'IGN. Ses précisions planimétrique et altimétrique sont bonnes mais ne permettent en aucun cas d'appréhender le risque à l'échelle de la parcelle. En effet, si un objet isolé est précisément positionné, le bâti est souvent décalé pour que des objets prioritaires (les routes par exemple) soient mieux représentés. Une précision absolue atteignant 20 m en planimétrie est plutôt la règle que l'exception (cela ne représente cependant que 0,8 mm à l'échelle de la carte).

### Les zones inondables par débordement de cours d'eau.

Leur emprise a été définie en croisant les cartes des plus hautes eaux connues (PHEC) avec des données issues de l'analyse hydrogéomorphologique des bassins versants. Ce travail, mené par des bureaux d'étude spécialisés et par la DIREN, a notamment consisté à :

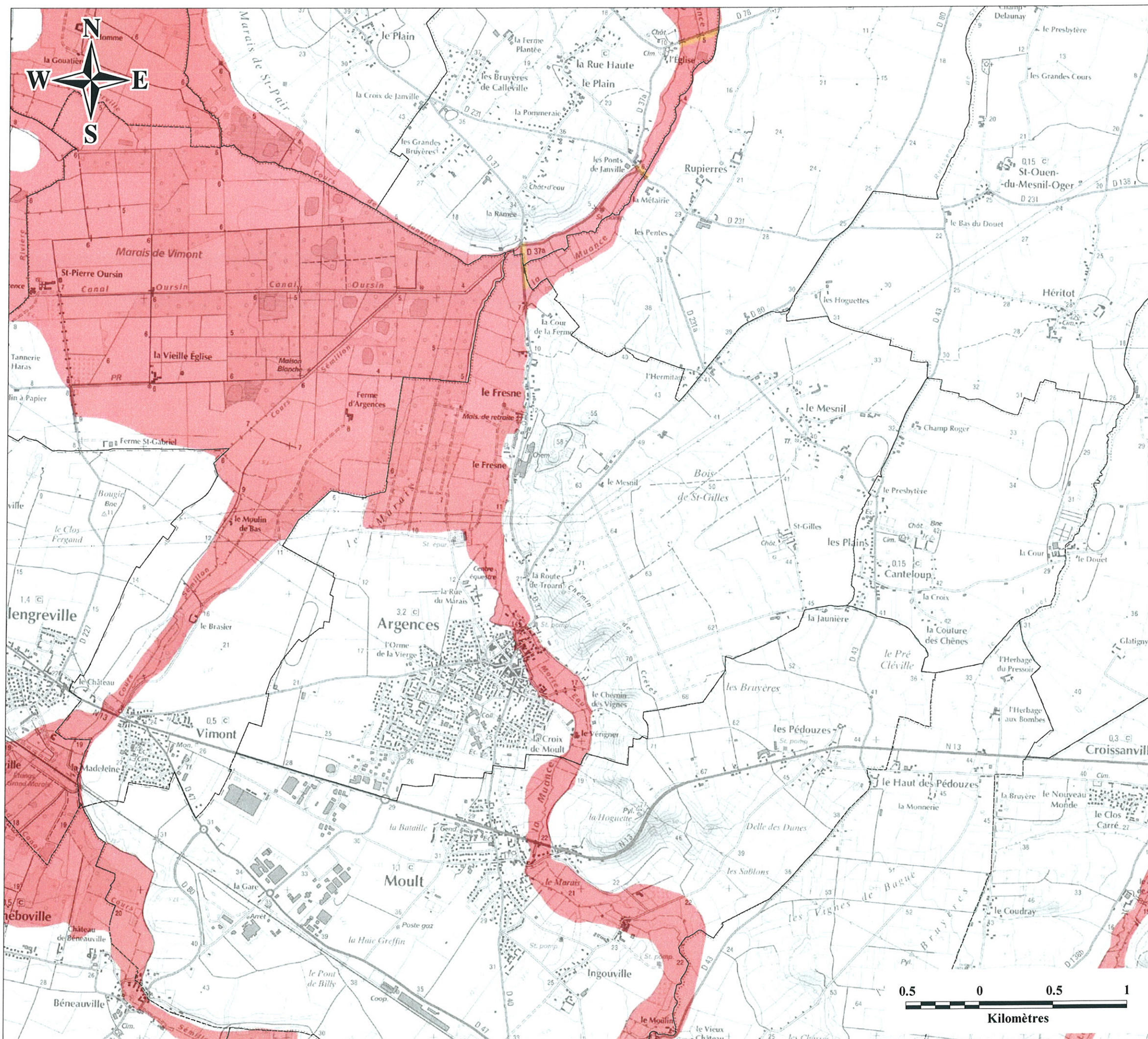
- interpréter l'ensemble des données acquises sur le terrain par la DIREN (photographies aériennes, levés de terrain) et recueillies par elle auprès des collectivités territoriales et des services de l'Etat ; cette étape a permis de délimiter les PHEC sur les cartes IGN au 1/25000 ;
- analyser la morphologie des versants et du lit majeur des cours d'eau à partir de la carte IGN au 1/25 000 et d'outils numériques, afin de définir les zones susceptibles d'être inondées lors des crues rares ;
- étudier la répartition des alluvions récentes, qui sont d'excellents traceurs d'inondation et dont la cartographie est disponible sur les cartes géologiques du BRGM au 1/50 000.

Dans les zones bénéficiant d'un plan de prévention des risques (PPR), les zones inondables sont celles du PPR. Elles sont là aussi le résultat d'analyses hydrogéomorphologiques et localement de modélisations hydrauliques.

### Une information non exhaustive mais en constante amélioration

La connaissance de l'aléa inondation est encore imparfaite en Basse-Normandie mais depuis 1995, 1600 communes ont intégré l'atlas et 1342 km<sup>2</sup> de zones inondables ont été cartographiés.










Direction Régionale de l'Environnement  
BASSE-NORMANDIE

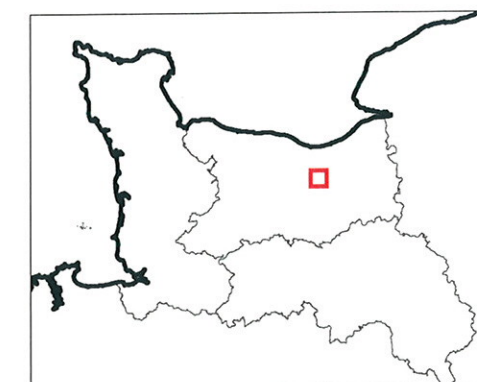
## Atlas régional des zones inondables

Etat de la connaissance au  
29/11/2007

-  Limite d'étude
-  Zone inondable
-  Zone alluviale à risque mal identifié
-  Zone inondable bénéficiant d'une protection particulière (Polders notamment)
-  Situation soumise à l'entretien et l'efficacité des ouvrages

**Argences**

**Code INSEE 14020**



Il est fortement conseillé de se reporter à la notice  
avant l'interprétation de cette carte

(c) DIREN Basse-Normandie 1997-2007  
(c) IGN Paris 1997-2006



# **NOTICE D'UTILISATION DE LA CARTE COMMUNALE DE PREDISPOSITION AU RISQUE D'INONDATION PAR LES NAPPES D'EAU SOUTERRAINE**

## **METHODOLOGIE**

La cartographie de la profondeur des nappes phréatiques, qui décrit la prédisposition des territoires des plaines du Bessin, de Caen et d'Argentan au risque d'inondation par remontée de nappe, a été établie par la DIREN par exploitation :

- d'une enquête menée auprès de 200 communes du Calvados et de l'Orne (600 communes environ ont été contactées), enquête qui a permis de recueillir un grand nombre d'informations sur les niveaux atteints par les nappes en avril 2001;
- de données recueillies sur le terrain ou par survol aérien pendant les inondations du printemps 2001 ;
- de tous les témoins (mares, sources, zones humides, traces du débordement temporaire des nappes) visibles sur les orthophotoplans de l'Orne (propriété IGN) et du Calvados (propriété du Conseil général du Calvados), les clichés ayant été pris en 2001, peu de temps après les inondations.

Des données complémentaires ont été recueillies dans un grand nombre d'études, récentes ou anciennes, réalisées par des organismes privés ou publics parmi lesquels les Conseils généraux du Calvados et de l'Orne, la DDE14, le BRGM et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Ce sont au total plus de 100 000 données brutes qui ont été utilisées et plus de 1 % a été nivelé pour les besoins de l'étude. Leur traitement numérique par triangulation a permis d'établir une cartographie de l'épaisseur des terrains non saturés par la nappe phréatique en période de hautes eaux, décrivant une situation très proche de celle d'avril 2001. Les données topographiques utilisées pour ce calcul ont été, en complément des points nivelés, des données issues des modèles numériques de terrain du Conseil général du Calvados et de l'IGN.

## **PRECISION DU DOCUMENT CARTOGRAPHIQUE**

L'échantillon de données brutes, malgré son exceptionnelle densité, demeure inégalement distribué. L'exploitation des orthophotoplans a permis la cartographie d'un grand nombre de remontée de nappe dans les fonds de vallons habituellement secs et les vallées humides. La cartographie s'y révèle des plus précises. L'information sur les puits et forages est dense autour de Caen, moins dans le Bessin, le Sud du Calvados et la région d'Argentan. D'une manière générale, elle diminue à l'écart des zones agglomérées et devient plus pauvre dans les espaces agricoles. Les zones urbaines bénéficient donc d'une densité d'information plus grande que les zones rurales et, de ce point de vue, d'une meilleure connaissance du risque.

Par ailleurs, tout utilisateur du document doit conserver à l'esprit les limites d'interprétation que la précision de son support cartographique impose. Le support choisi, le 1/25 000 de l'IGN, est le fond de carte le plus précis actuellement disponible sur l'ensemble de la région. Ses précisions planimétrique et altimétrique sont bonnes mais ne permettent en aucun cas d'appréhender le risque à l'échelle de la parcelle. En effet, si un objet isolé est précisément positionné, le bâti est souvent décalé pour que des objets prioritaires (les routes par exemple) soient mieux représentés. Une précision

absolue atteignant 20 m en planimétrie est plutôt la règle que l'exception (cela ne représente cependant que 0.8 mm à l'échelle de la carte). En altimétrie, la précision est voisine du mètre pour les points cotés bien définis et d'une demi-équidistance, soit 2.5 m, pour les courbes de niveau.

Aussi, la précision de profondeur de la nappe est en généralement supérieure au mètre. Elle est meilleure dans le Calvados, pour lequel le calcul s'est exercé par l'exploitation d'un modèle numérique au pas de 20 m, que dans l'Orne (modèle numérique de terrain au pas de 50m).

## **LA CARTOGRAPHIE DE L'ALEA**

Cinq classes ont été retenues pour représenter l'aléa inondation tel qu'il est actuellement connu. Sont représentés :






- en rouge, les zones où la nappe a débordé en 2001. Certains terrains cartographiés sont restés inondés plusieurs mois sous des hauteurs d'eau proches du mètre. Ces zones n'ont pas vocation à être urbanisées ; les remblais peuvent s'y avérer instables au même titre que les bâtiments qu'ils supportent ;
- en rose, les terrains où la nappe affleure le sol en période de très hautes eaux et parfois en temps normal. Les eaux souterraines sont en mesure d'y inonder durablement toutes les infrastructures enterrées et les sous-sols, rendant difficile la maîtrise de la salubrité et de la sécurité publiques (réseaux d'eaux usées en charge, rejet d'eau sur les voiries...). Les dégâts aux voiries, aux réseaux et aux bâtiments peuvent s'y avérer considérables et la gestion des dommages complexe et coûteuse.
- en jaune, les terrains susceptibles d'être inondés durablement mais à une profondeur plus grande que précédemment (de 1 à 2,5 m). Les infrastructures des bâtiments peuvent subir des dommages importants et très coûteux ; les sous-sols sont menacés d'inondation.
- en vert, les terrains où la zone non saturée excède 2,5 m. L'aléa ne concerne plus que les infrastructures les plus profondes (immeubles, parkings souterrains...) malgré l'imprécision cartographique ci-dessus précisée, le risque d'inondation ne peut être écarté pour les sous-sols profonds.
- en incolore, les secteurs où la nappe était, en l'état de nos connaissances, assez éloignée de la surface lors de la crue de nappe du printemps 2001, c'est à dire à plus de 5 mètres.



## Profondeur de la nappe phréatique en période de très hautes eaux

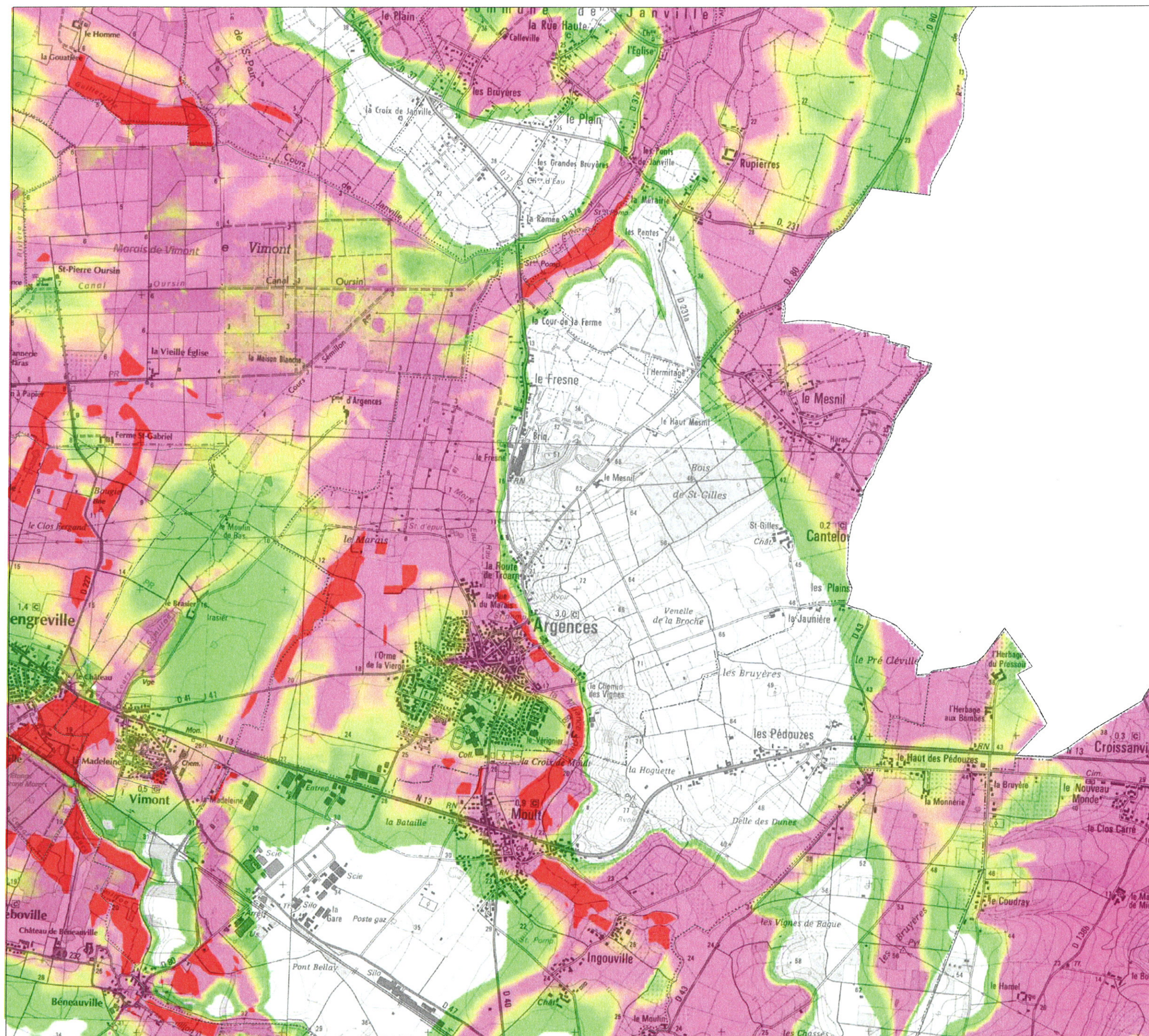
Mise à jour novembre 2004

Profondeur de l'eau et nature du risque

	Débordements de nappe observés
	0 à 1 m : risque d'inondation des réseaux et sous-sols
	de 1 m à 2.5 m : risque d'inondation des sous-sols
	2.5 m à 5 m : risque pour les infrastructures profondes
	5 m : pas de risque a priori

**ARGENCES**

**14020**





## NOTICE D'UTILISATION DE LA CARTE DE PREDISPOSITION AUX MOUVEMENTS DE TERRAIN (glissements de pente, coulées de boue et fluage)

La carte de prédisposition aux mouvements de terrain est un document d'orientation des politiques d'aménagement du territoire et de gestion des risques naturels principalement destiné aux collectivités et aux services de l'Etat. Il vise à les alerter sur la présence potentielle d'un risque de mouvement de terrain. Sa prise en considération est fortement recommandée dans le cadre des procédures d'urbanisme et d'information préventive des populations sur les risques naturels.

La méthode conçue pour son élaboration repose sur l'étude des pentes et de la géologie, développée par modélisation. Trop de facteurs entrent en considération pour pouvoir apprécier précisément la probabilité qu'un glissement se produise effectivement, à l'échelle considérée. Aussi le document se contente-t-il de décrire les **prédispositions** des terrains à l'**instabilité**. Pour certifier sa présence et les conditions de son déclenchement, des investigations complémentaires s'avèreront bien souvent nécessaires. Elles pourront revêtir la forme d'études de terrain et/ou géotechniques qui permettront d'apprécier les autres facteurs essentiels à son apparition que sont l'hydrogéologie du site et son histoire géologique. Ces études, très localisées, ne sont pas assurées par les services de l'Etat, sauf dans le cas des Plans de Prévention des Risques de mouvement de terrain.

Cette notice explicative doit servir de support aux réflexions d'aménagement. Du fait de l'échelle d'analyse, de la diversité et de la complexité des configurations rencontrées, elle ne vise pas à lister les dispositions ou précautions à prendre pour gérer le risque sur le terrain. Pour ce faire et bénéficier des informations indispensables pour cibler cet objectif, il convient de consulter des ouvrages spécialisés sur la question ou de prendre directement l'attache de géotechniciens. Le « **Guide méthodologique plans de prévention des risques de mouvements de terrain** », disponible sur le site du Ministère chargé des risques naturels, à l'adresse <http://www.prim.net>, offre de nombreuses informations sur le sujet. Elles permettent d'approcher quelques principes fondamentaux à ne pas négliger.

Enfin, il est très fortement recommandé de ne pas retranscrire l'information présente à une autre échelle que celle de son support d'origine : le 1/25 000. Zoomer le document pour en faciliter la lecture ou l'interprétation à l'échelle du cadastre induit des approximations importantes.

### **Que recouvre le zonage proposé ?**

Le zonage décrit les terrains susceptibles d'être affectés d'instabilité en raison de la présence de couches géologiques et de pentes défavorables. Cette instabilité ne peut se déclencher par voie naturelle qu'au cours ou à la suite d'un événement climatique rare, exceptionnel par sa durée ou son intensité. Elle est souvent conditionnée par la présence de facteurs aggravants induits par des processus d'érosion, par le trop-plein d'une nappe phréatique ou par des travaux d'aménagement.

Trois classes ont été retenues. Le passage de l'une à l'autre est progressif : du jaune au rouge, l'instabilité des terrains est de plus en plus probable du fait de l'augmentation des pentes.

En jaune, sont représentés les terrains a priori les moins sensibles mais fréquemment soumis à des déformations (fluage<sup>1</sup> de pente). Ce fluage peut s'y révéler très préjudiciable au plan économique si les bâtiments n'ont pas été conçus pour lui résister. Quelques zones très instables y sont par ailleurs répertoriées en raison de particularités locales, hydrogéologiques le plus souvent mais parfois, comme le long de la côte nord du Pays d'Auge, en raison d'une érosion marine déstabilisante. Malgré leur rareté, les glissements qui s'y observent sont susceptibles d'occasionner des dégâts importants et on ne peut y écarter le risque humain dans certaines circonstances, notamment dans les phases ultimes d'évolution des mouvements qui conduisent à une rupture brutale.

En saumon sont représentés les terrains dont les pentes, plus fortes, s'avèrent davantage défavorables que dans la classe jaune. Les mêmes phénomènes s'y observent. Ils sont souvent liés à la présence de facteurs aggravants (horizons aquifères mis en charge, érosion, instabilité historique d'un versant) mais les pentes seules suffisent parfois à provoquer l'instabilité par forte pluie. Là encore, l'impact économique des phénomènes observés ou susceptibles de se déclencher peut-être très important et le risque humain doit être pris en considération dans les configurations évoquées précédemment.

En rouge, sont représentés les terrains à forte pente où ont été observés, dans certains secteurs, des glissements et du fluage de pente classiques mais surtout des désordres beaucoup plus dangereux comme les coulées à débris survenues à Trouville-sur-Mer en juin 2003. Le danger est ici évident. Le déclenchement de telles coulées peut y être instantané avec aucune possibilité d'alerter ni d'évacuer les populations.

---

<sup>1</sup> Le fluage est une déformation lente que subit le terrain lorsqu'il est soumis à une contrainte permanente.

## ANNEXE TECHNIQUE

### **DEFINITION DES PHENOMENES PRIS EN COMPTE**

---

#### **Définition des aléas pris en considération**

Les aléas pris en considération dans cette étude sont :

- Le fluage de pente. Il s'agit d'un mouvement lent et superficiel de terrains généralement argileux, plastiques, sur faible à forte pente. Ce mouvement survient par déformation gravitaire continue d'une masse parfois importante non limitée par une surface de rupture clairement identifiée ; il se traduit par l'apparition de moutonnements et de boursouflures visibles dans les champs et peut affecter des versants entiers;
- Le glissement de pente. C'est un déplacement généralement lent (quelques millimètres par an à quelques mètres par jour), le long d'une surface de rupture identifiable, d'une masse de terrain cohérente. Le volume des terrains impliqués est très variable (quelques m<sup>3</sup> à plusieurs hm<sup>3</sup>, voire plus). La surface de rupture est généralement courbe (glissement circulaire) mais elle peut se développer le long d'une discontinuité plane (glissement plan). Les profondeurs de glissement sont très variables, de quelques décimètres à plus de 10 m pour les plus grands glissements de Basse-Normandie. Ces glissements s'accompagnent d'indices caractéristiques (niches d'arrachement, fissures, bourrelets, contre-pentes, arbres basculés, zone de rétention d'eau...), qui se cicatrisent rapidement. En quelques années, voire en quelques mois, un ancien glissement de pente se végétalise, se modèle par érosion et sa trace n'apparaît plus qu'à travers un recoupement d'indices de plus en plus difficiles à interpréter ;
- La coulée de débris. Il s'agit d'un mouvement rapide d'une masse de matériaux remaniés, à forte teneur en eau et de consistance plus ou moins visqueuse. Elle survient fréquemment dans les territoires ruraux dépourvus de haie, dès lors que les pentes autorisent l'érosion des sols, mais elle peut également apparaître dans la partie aval d'un glissement de terrain. Dès sa formation ou en dévalant, elle est en mesure d'incorporer des matériaux (fragments et blocs de roche, arbres, ...) ce qui la rend tout particulièrement dangereuse. Sont considérées ici les coulées dérivant des glissements de pente ou du déclenchement par saturation d'un horizon superficiel. Les coulées agricoles survenant en territoire de plaine, par faible pente, sont exclues du champ de l'analyse.

#### **Les conditions de déclenchement**

Il convient de distinguer :

- les conditions inhérentes au milieu que sont la nature et la structure des terrains, la morphologie du site, la pente topographique ;
- les facteurs déclenchants qui peuvent être d'origine naturelle ou anthropique.



### *Les conditions inhérentes au milieu :*

Les matériaux composant le sous-sol de Basse-Normandie sont en général très résistants à la rupture et n'occasionnent que rarement le déclenchement de glissements de pente. Les versants ont atteint pour la majorité d'entre eux leur profil d'équilibre depuis la dernière glaciation (-15 000 ans) et sont naturellement stables. Cependant, le démantèlement par érosion des auréoles du Bassin parisien, à l'approche du Massif armoricain, demeure localement très actif et il n'est pas rare de rencontrer, tant en bordure de mer qu'à l'intérieur des terres, des pentes très importantes, notamment du Pays d'Auge au Perche. Dans ces conditions et en présence de facteurs déclenchants, la rupture peut survenir pour les matériaux les moins résistants.

Les matériaux en mesure de glisser sont très divers. Ils appartiennent génétiquement soit à la roche en place (substratum géologique) soit le plus souvent aux formations superficielles qui la recouvrent.

Les roches du substratum disposent dans l'ensemble d'une grande résistance aux glissements si l'on excepte quelques formations argileuses ou sableuses. Ces matériaux, peu cohérents, sont davantage sensibles à la rupture en présence de nappes d'eau souterraine, notamment les horizons riches en *glauconie*<sup>2</sup>.

Les formations superficielles bénéficient, dans l'ensemble, de moins bonnes aptitudes. Les plus problématiques d'entre elles, les colluvions de pente, se sont mises en place au rythme des glaciations du Quaternaire et recouvrent le substratum de nombreux versants sous un épais manteau plus ou moins stable. Dans le Pays d'Auge et le Perche, secteurs les plus sensibles, ces colluvions forment un matériau hétérogène meuble et non cohérent, issu de l'altération et du remaniement du substratum en place (craie, argiles, marnes et calcaires) mais aussi de formations superficielles (argiles à silex et limons des plateaux). Leur teneur en minéraux argileux comme la glauconie, peut leur conférer une grande plasticité, une forte sensibilité à l'eau et d'assez faibles caractéristiques mécaniques au voisinage du contact colluvions de pente- substratum.

L'ensemble de ces matériaux particulièrement sensibles est en mesure de glisser dès lors que les pentes dépassent 7°, en présence de facteurs déclenchants très actifs.

### *Les facteurs déclenchants :*

Ils peuvent être d'origine :

- naturelle : fortes pluies, affouillement de berges par érosion, fluage d'une formation géologique située sous des formations à risque et provoquant leur décompression, érosion marine...
- ou liée à l'homme, suite à des travaux : surcharge en tête d'un talus ou d'un versant déjà instable, décharge en pied supprimant une butée stabilisatrice, rejets d'eau, pratiques culturelles, déboisement etc.

Un des facteurs clef demeure, dans le contexte régional, la présence de nappes d'eau souterraine. Certains versants très humides peuvent être naturellement affectés par des glissements de pente ; d'autres sont dans un état de stabilité précaire qui peut être rompu, notamment par certaines actions anthropiques comme la réalisation d'un déblai, la construction d'un remblai ou la modification du régime hydraulique.

---

<sup>2</sup> La glauconie est un minéral argileux de couleur verte qui joue un rôle de couche savon.

La dynamique des mouvements de terrain ralentit ou s'interrompt en général l'été, en période de basses eaux, pour reprendre à l'automne et en hiver avec l'augmentation des niveaux piézométriques. Les principaux glissements de pente régionaux sont ainsi survenus lors d'hivers très pluvieux (1988 ou 1995 par exemple) ou dans le cadre d'une séquence d'hivers humides, comme en 1982 et en 2001.

Les glissements de pente peuvent également survenir en été, sur de très forts orages, comme en juin 2003. Ils sont alors le plus en mesure de provoquer l'apparition de coulées de boue et de blocs.

## **LA METHODOLOGIE**

---

La réalisation de ce document s'est déroulée en trois étapes :

- une analyse bibliographique, puis une expertise de terrain indispensables à la caractérisation des conditions d'apparition des grands glissements de pente de Basse-Normandie. Cette étape a notamment permis de discriminer les couches géologiques impliquées dans les glissements et les conditions de pente à partir desquelles elles se déstabilisent lorsque les conditions hydrogéologiques et l'histoire du versant sont favorables ;
- une cartographie des terrains prédisposés au glissement. Ce travail a été développé par traitement numérique à partir de la représentation du relief en 3 dimensions (modèle numérique de terrain de l'IGN au pas de 50 m) et de la carte géologique numérique harmonisée au 1/100 000 du BRGM ;
- une vérification sur le terrain de la cartographie produite. Ce test a été réalisé sur quelques communes.
- La présente notice a fait l'objet d'une concertation avec les services de l'Equipement et le Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement Normandie-Centre.

## **LA PRECISION CARTOGRAPHIQUE**

---

Tout utilisateur de ce document doit prendre en considération les limites d'interprétation que la précision de son support cartographique impose. Le support choisi, le 1/25 000 de l'IGN, est le fond de carte le plus précis actuellement disponible sur l'ensemble de la région. Ses précisions planimétrique et altimétrique sont bonnes mais ne permettent en aucun cas d'appréhender le risque à l'échelle de la parcelle. En effet, si un objet isolé est précisément positionné, le bâti est souvent décalé pour que des objets prioritaires (les routes par exemple) soient mieux représentés. Une précision absolue atteignant 20 m en planimétrie est plutôt la règle que l'exception (cela ne représente cependant que 0,8 mm à l'échelle de la carte). En altimétrie, la précision est voisine du mètre pour les points cotés bien définis et d'une demi-équidistance, soit 2,5 m, pour les courbes de niveau. La précision de ce fond ne permet pas sa retranscription à l'échelle cadastrale.

Par ailleurs, il convient de conserver à l'esprit que la prévision du comportement futur d'un versant est délicate à déterminer, les mécanismes contrôlant le déclenchement d'une rupture étant particulièrement difficiles à appréhender, même mathématiquement. Aussi, la simple lecture de cette carte demeure-t-elle insuffisante pour déterminer précisément la stabilité ou non des zones prédisposées à glisser. Il conviendra, en cas d'enjeux particuliers, d'asseoir l'interprétation du document sur des investigations complémentaires menées par un géotechnicien.



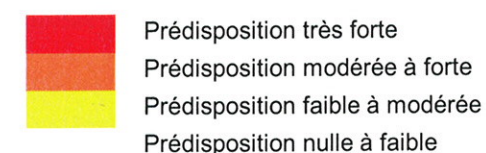
## Prédisposition aux mouvements de terrain

fluages, glissements de pente  
et phénomènes associés  
(chute de pierres et coulées de boues)

Mise à jour septembre 2004

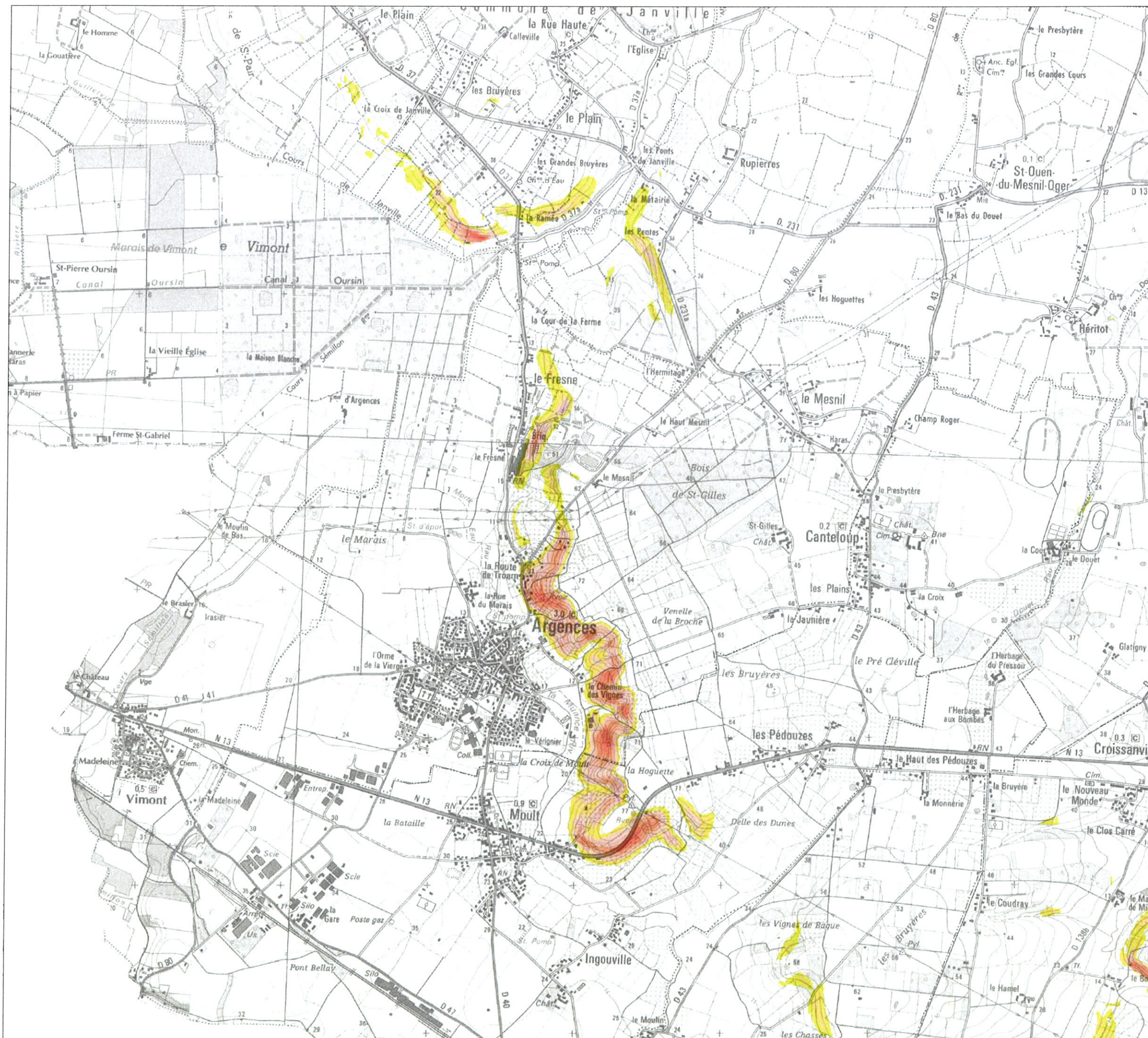
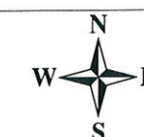
Cette cartographie ne traite pas des mouvements  
de terrain liés à la présence de marnières ou  
autres cavités souterraines

Son utilisation doit s'appuyer strictement sur une  
lecture attentive de la notice explicative



## ARGENCES

14020





DÉCRET N° 91-451 DU 14 MAI 1991

relatif à la prévention du risque sismique

NOR : ENVP9161913D

(Journal officiel du 17 mai 1991)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs,

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, et notamment son article 41 ;

Vu le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit d'information sur les risques majeurs pris en application de l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987 susvisée ;

Le Conseil d'État (section des travaux publics) entendu,

Décète :

#### Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions mentionnées à l'article 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 susvisée destinées à la mise en œuvre de la prévention du risque sismique et applicables aux bâtiments, équipements et installations nouveaux sont définies par le présent décret.

#### Article 2

Pour la prise en compte du risque sismique, les bâtiments, les équipements et les installations sont répartis en deux catégories, respectivement dites « à risque normal » et « à risque spécial ».

#### Article 3

La catégorie dite « à risque normal » comprend les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat.

Ces bâtiments, équipements et installations sont répartis en quatre classes :

- classe A : ceux dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique ;
- classe B : ceux dont la défaillance présente un risque dit moyen pour les personnes ;
- classe C : ceux dont la défaillance présente un risque élevé pour les

personnes et autres personnes, le ministre inspecteur en matière des lieux inscrites sous la protection.

En outre, la catégorie « à risque normal » comporte une classe D regroupant les bâtiments, les équipements et les installations dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public.

#### Article 4

Pour l'application des mesures de prévention du risque sismique aux bâtiments, équipements et installations de la catégorie dite « à risque normal », le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante :

- zone 0 ;
- zone Ia ;
- zone Ib ;
- zone II ;
- zone III.

La répartition des départements, des arrondissements et des cantons entre ces zones est définie par l'annexe au présent décret.

#### Article 5

Des mesures préventives, et notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la catégorie dite « à risque normal », Ib, II et III, respectivement définies aux articles 3 et 4 du présent décret.

Pour l'application de ces mesures, des arrêtés pris conjointement par le ministre chargé de la prévention des risques majeurs et les ministres concernés définissent la nature et les caractéristiques des bâtiments, des équipements et des installations, les mesures techniques préventives ainsi que les valeurs caractérisant les actions des séismes à prendre en compte.

#### Article 6

La catégorie dite « à risque spécial » comprend les bâtiments, les équipements et les installations pour lesquels les effets sur les personnes, les biens et l'environnement de dommages même mineurs résultant d'un séisme peuvent ne pas être circonscrits au voisinage immédiat d'édifices bâtiments, équipements et installations.

#### Article 7

Des mesures préventives et notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la catégorie dite « à risque spécial ».

Pour l'application de ces mesures, des arrêtés pris conjointement par le ministre chargé de la prévention des risques majeurs et les ministres concernés définissent la nature et les caractéristiques des bâtiments, des équipements et des installations, les mesures techniques préventives ainsi que les valeurs caractérisant les actions des séismes à prendre en compte.

Article 8

(N° 92-118 du 11 octobre 1992 art. 2 (2°))

#### Article 9

Le ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'agriculture et de la forêt, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, le ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs et le ministre délégué au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mai 1991.

NICHEL Rocard

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs,

BRICE LAIRONDE

Le ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,

LIONEL JOSPIN

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget,

PIERRE BÉRÉGOVOY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

PIERRE JOXE

Le ministre de l'intérieur,

Le ministre de l'industrie et de l'aménagement

du territoire,

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,

LOUIS MIENNAZ

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

JEAN-PIERRE SOISSON

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer,

LOUIS BESSON

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement,

LOUIS LE PENNEC

Le ministre délégué au budget,

MICHEL CHAVEASSE

DÉPARTEMENTS (arrondissements)		CANTONS	
16 - Manche	Arr. de Vire	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Lisieux		
	Arr. de Caen		
	Arr. de Bayeux		
15 - Calvados	Arr. de Lisieux	Zone Ia	Zone Ib
	Arr. de Vire		
	Arr. de Caen		
	Arr. de Bayeux		
14 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
13 - Sarthe	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
12 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
11 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
10 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
9 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
8 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
7 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
6 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
5 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
4 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
3 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
2 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		
1 - Mayenne	Arr. de Mayenne	Zone II	Zone Ia
	Arr. de Laval		
	Arr. de Mayenne		
	Arr. de Laval		

DÉPARTEMENTS MÉTROPOLITAINS

ANNEXE 35

Représentation des départements, des arrondissements et des cantons

Cette liste est conforme au code officiel géographique établi par l'Institut national de la statistique et des études économiques et mis à jour au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

L'appartenance d'un site donné à une zone sismique est déterminée par l'appartenance de ce site à un département, à un arrondissement ou à un canton, par référence au découpage administratif valable le 1<sup>er</sup> janvier 1989, quelles que puissent être les modifications ultérieures de ce découpage.

(voir tableau pages suivantes.)

## OUTRE-MER

	CANTONS				
	Zone III	Zone II	Zone Ia	Zone Ib	Zone 0
Départements d'outre-mer					
Guyane.....	En totalité.				En totalité.
Martinique.....	En totalité.				En totalité.
Réunion.....					
Collectivités locales					
Saint-Pierre-et-Miquelon.....					En totalité.

## ANNEXE DU 16 JUILLET 1992

relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la catégorie « à risque normal » telle que définie par le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention des risques sismiques

NOR : EVVP9250115A

(Journal officiel du 6 août 1992)

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, le ministre de la défense, le ministre de l'économie et des finances, le ministre du budget, le ministre de l'environnement, le ministre de l'équipement, du logement et des transports, le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, le ministre des affaires sociales et de l'intégration, le ministre de la santé et de l'action humanitaire, le ministre des départements et des territoires d'outre-mer, le ministre des postes et télécommunications et le secrétaire d'Etat aux collectivités locales,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-2, R. 123-2 et R. 123-19 ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, et notamment son article 41 ;

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, et notamment son article L. 711-2 ;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique portant application de l'article 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'avis favorable de la commission centrale de sécurité en date du 22 juin 1989 ;

Vu l'avis favorable de la commission technique interministérielle des immeubles de grande hauteur en date du 22 juin 1989,

de tout des établissements publics de santé en sens de l'article L. 711-2.

de la loi du 31 juillet 1991, services qui dispensent des soins de courte durée ou courants des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique et qui sont mentionnés à la classe D ci-dessous ;

— les bâtiments des centres de production collective d'énergie, quelle que soit leur capacité d'accueil.

#### En classe D :

— les bâtiments dont la protection est primordiale pour les besoins de la sécurité civile et de la défense nationale ainsi que pour le maintien de l'ordre public et comprenant notamment :

— les bâtiments abritant les moyens de secours en personnels et matériels et présentant un caractère opérationnel,

— les bâtiments définis par le ministre chargé de la défense, abritant le personnel et le matériel de la défense et présentant un caractère opérationnel ;

— les bâtiments contribuant au maintien des communications, et comprenant notamment ceux :

— des centres de télécommunications,

— des centres de diffusion et de réception de l'information,

— des relais hertziens,

— des tours de contrôle des aéroports,

— abritant les salles de contrôle de la circulation aérienne ;

— les bâtiments des établissements publics de santé au sens de l'article L. 711-2 de la loi du 31 juillet 1991 qui dispensent des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique ;

— les bâtiments de production ou de stockage d'eau potable ;

— les bâtiments des centres de distribution publique de l'énergie ;

— les bâtiments des centres météorologiques.

Pour les bâtiments dont diverses parties relèvent de classes différentes, telles que définies au présent article, le classement doit être effectué pour leur ensemble dans la classe la plus contraignante.

#### Article 3

Pour les bâtiments autres que ceux à usage d'habitation ou ceux classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, le seul de trois cents personnes, visé à l'article 2 du présent arrêté, fait l'objet d'une déclaration du maire de l'ouvrage, à l'exception des bâtiments de bureaux ne recevant pas du public où la règle suivante est retenue pour l'évaluation de l'effectif, soit une personne pour une surface de plancher hors œuvre nette égale à 12 mètres carrés.

#### Article 4

Les règles de construction à appliquer aux bâtiments mentionnés à l'arti-

#### Annexe :

##### Article 1er

Le présent arrêté définit les règles de classification et de construction parasismique pour les bâtiments nouveaux de la catégorie dite « à risque normal » en vue de l'application de l'article 5 du décret du 14 mai 1991 susvisé mentionnant les mesures préventives devant être appliquées aux bâtiments, équipements et installations nouveaux de cette catégorie.

##### Article 2

Les bâtiments nouveaux, relevant de la catégorie dite « à risque normal », telle que définie à l'article 3 du décret du 14 mai 1991 susvisé, doivent être construits par application des règles mentionnées à l'article 4 du présent arrêté.

Ils sont classés comme suit :

##### En classe A :

— les bâtiments dans lesquels est exclue toute activité humaine nécessitant un séjour de longue durée et non visés par les autres classes du présent article.

##### En classe B :

— les bâtiments d'habitation individuelle ;

— les bâtiments d'habitation collective ou à usage de bureaux dont la hauteur ne dépasse pas 28 mètres ;

— les établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> catégories de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation, les bâtiments abritant les parcs publics de stationnement.

— les autres bâtiments pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300, appartenant notamment aux types suivants :

— les bâtiments à usage de bureaux, non classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation,

— les bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle.

##### En classe C :

— les bâtiments d'habitation collective ou à usage de bureaux dont la hauteur dépasse 28 mètres ;

— les établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation ; les autres bâtiments pouvant accueillir simultanément plus de 300 personnes appartenant notamment aux types suivants :

— les bâtiments à usage de bureaux non classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation,

— les bâtiments industriels,

— les bâtiments des établissements sanitaires et sociaux, à l'exception



Os regatos submeria entre asquerosos aros ba, valendo un coñfinar aq; la resti-  
rent a la foz de la situacón du bñdonant au repartí de la more sennique  
celle que delinea par l'artide 4 em decres des 14 mai 1991 sennés et son  
sennés, et de la classe telle que delinea a l'artide 2 du present artide a  
laquelle appartient le bâtiment.

Les valeurs minimales de ce coefficient alpha sont données par le tableau suivant :

ZONES	CLASSES			
	A	B	C	D
0 .....	0	0	0	0
I.....	0	0.5	0.5	0.75
II.....	0	0.5	0.75	1.0
III.....	0	1.0	1.2	1.5
IV.....	0	1.5	1.7	2.0

Pour les maisons d'habitation individuelles situées en zones Ia, Ib et Ic telles que définies à l'article 4 du décret du 14 mai 1991 susvisé, l'application des règles édictées dans le document « Constructions parasismiques des maisons individuelles et des bâtiments assimilés. — Dispositions constructives », dit « Règlement PS-M1 99 révisées 92 », publié par le Centre scientifique et technique du bâtiment, peut être substituée à celle des « Règles PS 69/82 » précédentes.

## Article 5

L'article GH 5 du règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, tel que défini par l'arrêté du 18 octobre 1977 susvisé, est antérieur à la date d'application du présent arrêté.

## Article 6

Le paragraphe 4 de l'article CO 11 du règlement de sécurité pour la construction des établissements recevant du public et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, tel que défini par l'arrêté du 25 juin 1990, modifié susvisé, est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

## Article 7

L'arrêté du 6 mars 1981 relatif aux conditions d'application des règles parasismiques à la construction des bâtiments d'habitation dans certaines zones est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

1. Ante 2.

Les communications du présent article sont appréciables à premier jour du calendrier mais serviront sa publication, à l'acceptation des intentions d'habilitation individuelles pour lesquelles elles sont applicables le premier jour du vingt-quatrième mois suivant sa publication. Elles s'appliquent aux bâtiments qui font l'objet d'une demande de permis de construire déposée après ces dates respectives.

## Arrière 5

Le directeur de l'eau, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs, le directeur de la programmation et du développement universitaire, le directeur de la sécurité civile, le directeur de l'administration générale au ministère de la défense, le directeur du Trésor, le directeur du budget, le directeur général de l'aviation civile, le directeur de la Météorologie nationale, le directeur de la construction, le directeur général de l'énergie et des matières premières, le directeur général de la santé, le directeur des hôpitaux, le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer, le directeur du service public au ministère des postes et télécommunications et le directeur général des collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 1992.

*Le ministre de l'environnement,*  
SÉGOLÈNE ROYAL.

*Le ministre d'État,  
ministre de l'éducation nationale et de la culture,*

JACK LING

*Le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique*  
PAUL QUILLES

*Le ministre de la défense,*

PETER JOE

*Le ministre de l'économie et des finances,*  
MICHEL SAPIN

*Le ministre du budget,*  
MICHEL CHASSAGNE

MICHEL CHASSASSE

*Le ministre de l'équipement, du logement  
et des transports,*  
**JEAN-LOUIS BIANCO**

JEAN-LOUIS BIANCO

*Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur,*  
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

*Le ministre des affaires sociales et de l'intégration,*  
RENÉ TEULADE

RENE TEULADE

*Le ministre de la santé et de l'action humanitaire,*

BERNARD FLOCHIER

**Legend:**

005 Airen	164 Clichamps-sur-Orne
006 Amayé-sur-Orne	165 Colleville-Montgomery
007 Ambilly	166 Colleville-sur-Mer
008 Amfard	167 Colleville-sur-Thau
009 Amfard	168 Colleville-sur-Thau
010 Angerville	169 Conteville
011 Anisy	170 Conteville
012 Agences	171 Conteville-le-Royal
013 Audouville	172 Goulombes
014 Audouville	173 Goulombes
015 Avenay	174 Goulombes
016 Banneville-la-Campagne	175 Goulombes
017 Barbent	176 Goulombes
018 Barentin	177 Goulombes
019 Barentin	178 Goulombes
020 Barentin	179 Goulombes
021 Barentin	180 Goulombes
022 Barentin	181 Goulombes
023 Barentin	182 Goulombes
024 Barentin	183 Goulombes
025 Barentin	184 Goulombes
026 Barentin	185 Goulombes
027 Barentin	186 Goulombes
028 Barentin	187 Goulombes
029 Barentin	188 Goulombes
030 Barentin	189 Goulombes
031 Barentin	190 Goulombes
032 Barentin	191 Goulombes
033 Barentin	192 Goulombes
034 Barentin	193 Goulombes
035 Barentin	194 Goulombes
036 Barentin	195 Goulombes
037 Barentin	196 Goulombes
038 Barentin	197 Goulombes
039 Barentin	198 Goulombes
040 Barentin	199 Goulombes
041 Barentin	200 Goulombes
042 Barentin	201 Goulombes
043 Barentin	202 Goulombes
044 Barentin	203 Goulombes
045 Barentin	204 Goulombes
046 Barentin	205 Goulombes
047 Barentin	206 Goulombes
048 Barentin	207 Goulombes
049 Barentin	208 Goulombes
050 Barentin	209 Goulombes
051 Barentin	210 Goulombes
052 Barentin	211 Goulombes
053 Barentin	212 Goulombes
054 Barentin	213 Goulombes
055 Barentin	214 Goulombes
056 Barentin	215 Goulombes
057 Barentin	216 Goulombes
058 Barentin	217 Goulombes
059 Barentin	218 Goulombes
060 Barentin	219 Goulombes
061 Barentin	220 Goulombes
062 Barentin	221 Goulombes
063 Barentin	222 Goulombes
064 Barentin	223 Goulombes
065 Barentin	224 Goulombes
066 Barentin	225 Goulombes
067 Barentin	226 Goulombes
068 Barentin	227 Goulombes
069 Barentin	228 Goulombes
070 Barentin	229 Goulombes
071 Barentin	230 Goulombes
072 Barentin	231 Goulombes
073 Barentin	232 Goulombes
074 Barentin	233 Goulombes
075 Barentin	234 Goulombes
076 Barentin	235 Goulombes
077 Barentin	236 Goulombes
078 Barentin	237 Goulombes
079 Barentin	238 Goulombes
080 Barentin	239 Goulombes
081 Barentin	240 Goulombes
082 Barentin	241 Goulombes
083 Barentin	242 Goulombes
084 Barentin	243 Goulombes
085 Barentin	244 Goulombes
086 Barentin	245 Goulombes
087 Barentin	246 Goulombes
088 Barentin	247 Goulombes
089 Barentin	248 Goulombes
090 Barentin	249 Goulombes
091 Barentin	250 Goulombes
092 Barentin	251 Goulombes
093 Barentin	252 Goulombes
094 Barentin	253 Goulombes
095 Barentin	254 Goulombes
096 Barentin	255 Goulombes
097 Barentin	256 Goulombes
098 Barentin	257 Goulombes
099 Barentin	258 Goulombes
100 Barentin	259 Goulombes
101 Barentin	260 Goulombes
102 Barentin	261 Goulombes
103 Barentin	262 Goulombes
104 Barentin	263 Goulombes
105 Barentin	264 Goulombes
106 Barentin	265 Goulombes

**Neighboring Communes:**

164 Clichamps-sur-Orne	165 Colleville-Montgomery
166 Colleville-sur-Mer	167 Colleville-sur-Thau
168 Colleville-sur-Thau	169 Conteville
170 Conteville	171 Conteville-le-Royal
172 Goulombes	173 Goulombes
174 Goulombes	175 Goulombes
176 Goulombes	177 Goulombes
178 Goulombes	179 Goulombes
180 Goulombes	181 Goulombes
182 Goulombes	183 Goulombes
184 Goulombes	185 Goulombes
186 Goulombes	187 Goulombes
188 Goulombes	189 Goulombes
190 Goulombes	191 Goulombes
192 Goulombes	193 Goulombes
194 Goulombes	195 Goulombes
196 Goulombes	197 Goulombes
198 Goulombes	199 Goulombes
200 Goulombes	201 Goulombes
202 Goulombes	203 Goulombes
204 Goulombes	205 Goulombes
206 Goulombes	207 Goulombes
208 Goulombes	209 Goulombes
210 Goulombes	211 Goulombes
212 Goulombes	213 Goulombes
214 Goulombes	215 Goulombes
216 Goulombes	217 Goulombes
218 Goulombes	219 Goulombes
220 Goulombes	221 Goulombes
222 Goulombes	223 Goulombes
224 Goulombes	225 Goulombes
226 Goulombes	227 Goulombes
228 Goulombes	229 Goulombes
230 Goulombes	231 Goulombes
232 Goulombes	233 Goulombes
234	

des des un projet arrêté sans celles du domaine militaire, ainsi que les règles par lesquelles, 1969, révisées 1982, et autres », dit « Règles PS 69/82 ». Ces règles doivent être appliquées avec la valeur d'un coefficient alpha relatif à la fois de la situation du bâtiment au regard de la zone sismique, celle que définit par l'article 4 du décret du 14 mai 1991 susvisé et son zénon, et de la classe telle que définie à l'article 2 du présent arrêté à laquelle appartient le bâtiment.

Les valeurs minimales de ce coefficient alpha sont données par le tableau suivant :

ZONES	CLASSES			
	A	B	C	D
0	0	0	0	0
Ia	0	0,5	0,5	0,75
Ib	0	0,5	0,75	1,0
II	0	1,0	1,2	1,5
III	0	1,5	1,7	2,0

Pour les maisons d'habitation individuelles situées en zones Ia, Ib et II, celles que définit à l'article 4 du décret du 14 mai 1991 susvisé, l'application des règles définies dans le document « Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés. — Dispositions constructives », dit « Règles PS-69/82 révisées 92 », publié par le Centre scientifique et technique du bâtiment, peut être substituée à celle des « Règles PS 69/82 » précitées.

#### Article 5

L'article CH 5 du règlement de sécurité pour la construction des habitations de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, tel que défini par l'arrêté du 18 octobre 1977 susvisé, est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

#### Article 6

Le paragraphe 4 de l'article CO 11 du règlement de sécurité pour la construction des établissements recevant du public et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, tel que défini par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié susvisé, est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

#### Article 7

L'arrêté du 6 mars 1981 relatif aux conditions d'application des règles parasismiques à la construction des bâtiments d'habitation dans certaines zones est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables le premier jour du trimestre mois suivant sa publication, à l'exception des maisons d'habitation individuelles pour lesquelles elles sont applicables le premier jour des vingt-quatre mois suivant sa publication. Elles s'appliquent aux bâtiments qui font l'objet d'une demande de permis de construire déposée après ces dates respectives.

#### Article 9

Le directeur de l'eau, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs, le directeur de la programmation et du développement universitaire, le directeur de la sécurité civile, le directeur de l'administration générale au ministère de la défense, le directeur du Trésor, le directeur du budget, le directeur général de l'aviation civile, le directeur de la Météorologie nationale, le directeur de la construction, le directeur général de l'énergie et des matières premières, le directeur général de la santé, le directeur des hôpitaux, le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer, le directeur du service public au ministère des postes et télécommunications et le directeur général des collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 1992.

Le ministre de l'environnement,  
SÉCOLENE ROYAL

Le ministre de l'énergie,  
JACK LANG

Le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique,  
PAUL QUILès

Le ministre de la défense,  
PIERRE JOYE

Le ministre de l'économie et des finances,  
MICHEL SAPIN

Le ministre du budget,  
MICHEL CHASSASSE

Le ministre de l'équipement, du logement et des transports,  
JEAN-LOUIS BIANCO

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur,  
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration,  
RENÉ TEULADE

Le ministre de la santé et de l'action humanitaire,  
BERNARD KOUCHNER

# PREFECTURE DU CALVADOS

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT  
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

BUREAU DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
DES POLITIQUES EUROPÉENNES

## LE PREFET DE LA REGION DE BASSE NORMANDIE PREFET DU CALVADOS

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,  
Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,  
Vu le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,  
Vu le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et de la construction et de l'habitation,  
Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,  
Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,  
Vu l'avis du conseil municipal de

BAYEUX	en date du 29/10/1998
CAGNY	en date du 29/10/1998
CARDONVILLE	en date du 12/01/1999
CORBON	en date du 23/10/1998
CROISSANVILLE	en date du 22/10/1998
FIRFOL	en date du 29/10/1998
GLOS	en date du 02/10/1998
LA CAMBE	en date du 14/10/1998
LISIEUX	en date du 23/10/1998
LOUCELLES	en date du 21/10/1998
MOSLES	en date du 03/11/1998
NOTRE DAME D'ESTREE,	en date du 23/10/1998
SAINT DESIR	en date du 08/10/1998
SAINT VIGOR LE GRAND	en date du 27/10/1998
TOUR EN BESSIN	en date du 05/11/1998
VIMONT	en date du 22/10/1998

Vu l'avis réputé favorable, en l'absence de réponse dans le délai de trois mois, des communes suivantes :

AIRAN, ARGENCES, BELLENGREVILLE, BIEVILLE-QUETIEVILLE, BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE, CANCHY, CARCAGNY, CARPIQUET, COULOMBS, CREVECOEUR EN AUGES, CUSSY, ECRAMMEVILLE, FORMIGNY, FRENOUVILLE, ISIGNY SUR MER, L'HOTELLERIE, LA BOISSIERE, LA HOUBLONNIERE, LE PRE D'AUGE, MAROLLES, MARTRAGNY, MERY CORBON, MANDEVILLE EN BESSIN, MONDEVILLE, MOULT, NONANT, NOTRE DAME DE LIVAYE, OSMANVILLE, PUTOT EN BESSIN, ROTS, SAINT AUBIN SUR ALGOT, SAINT MARTIN DES ENTREES, SAINT PAIR DU MONT, SAINTE CROIX GRAND TONNE, SURRAIN, VAUCELLES, VAUX SUR SEULLES.

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

# ARRETE :

## Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département du Calvados aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

## Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons de la RN13 mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RN13	L'HOTELLERIE	PR 0.000	PR 1.000	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	L'HOTELLERIE	PR 1.000	PR 1.881	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	L'HOTELLERIE	PR 1.881	PR 3.080	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	MAROLLES	PR 3.080	PR 6.215	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	FIRFOL	PR 6.215	PR 8.600	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	GLOS	PR 8.600	PR 10.870	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LISIEUX	PR 10.870	PR 11.098	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LISIEUX	PR 11.098	PR 11.650	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LISIEUX	PR 11.650	PR 11.940 Cf de l'espérance	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (ROUTE DE PARIS)	LISIEUX	PR 11.940 Cf de l'espérance	PR 12.200	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (ROUTE DE PARIS)	LISIEUX	PR 12.200	PR 12.700	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (ROUTE DE PARIS)	LISIEUX	PR 12.700	PR 13.750	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (RUE DE PARIS)	LISIEUX	PR 13.750	PR 14.000	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (RUE DE PARIS)	LISIEUX	PR 14.000	PR 14.751 Cf rue J. d'Arc	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (RUE H. CHERON)	LISIEUX	PR 14.751 Cf rue J. d'Arc)	PR 14.822	2	250 m	Rue en U
RN13 (RUE H. CHERON)	LISIEUX	PR 14.822	PR 15.002	1	300 m	Rue en U
RN13 (RUE H. CHERON)	LISIEUX	PR 15.002	PR 15.092	1	300 m	Rue en U
RN13 (RUE H. CHERON)	LISIEUX	PR 15.092	PR 15.300 Cf ave du 6 Juin	1	300 m	Rue en U
RN13 (AVE DU 6 JUIN)	LISIEUX	PR 15.300 Cf rue H. Chéron	PR 15.420	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (AVE DU 6 JUIN)	LISIEUX	PR 15.420	PR 16.150 Limite Commune	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST DESIR	PR 16.150	PR 16.767	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST DESIR	PR 16.767	PR 17.788	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST DESIR	PR 17.788	PR 19.740	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LE PRE D'AUGE	PR 19.740	PR 20.764	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LE PRE D'AUGE	PR 20.764	PR 21.900	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LA BOISSIERE	PR 21.900	PR 22.491	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LA BOISSIERE	PR 22.491	PR 23.100	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LA HOUBLONNIERE	PR 23.100	PR 24.640	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	LA HOUBLONNIERE	PR 24.640	PR 25.630	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST AUBIN SUR ALGOT	PR 25.630	PR 27.200	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ST PAIR DU MONT	PR 27.200	PR 27.850	3	100 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RN13	LOUCELLES/ SAINTE CROIX GRANDE TONNE	PR 80.453	PR 81.045	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LOUCELLES	PR 81.045	PR 81.785	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LOUCELLES/ SAINTE CROIX GRANDE TONNE	PR 81.785	PR 82.629	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LOUCELLES/ COULOMBS	PR 82.629	PR 82.934	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY	PR 82.934	PR 83.280	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY/ MARTRAGNY	PR 83.280	PR 83.715	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	MARTRAGNY	PR 83.715	PR 84.740	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY/ MARTRAGNY	PR 84.740	PR 85.465	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY / VAUX SUR SEULLES	PR 85.465	PR 85.950	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	CARCAGNY / VAUX SUR SEULLES	PR 85.950	PR 86.779	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	NONANT	PR 86.779	PR 87.917	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	ST MARTIN DES ENTREES / VAUX SUR SEULLES	PR 87.917	PR 88.469	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	ST MARTIN DES ENTREES	PR 88.469	PR 90.400	1	300 m	Tissu ouvert
RN13	BAYEUX	PR 90.400	PR 91.165	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	BAYEUX	PR 91.165	PR 91.475 Rd pt Einsenhower	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD W. CHURCHILL)	BAYEUX	PR 91.475 Rd pt Einsenhower	PR 91.685	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD W. CHURCHILL)	SAINT VIGOR LE GRAND	PR 91.685	PR 92.256	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD W. CHURCHILL)	SAINT VIGOR LE GRAND	PR 92.256	PR 93.450	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD W. CHURCHILL)	BAYEUX	PR 93.450	PR 93.775 Ave Vallée des Prés	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 (BD D'EINDHOVEN)	BAYEUX	PR 93.775 Ave Vallée des Prés	PR 95.107 Rd pt de Vaucelles	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	BAYEUX	PR 95.107 Rd pt de Vaucelles	PR 95.332	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	VAUCELLES	PR 95.332	PR 96.241	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	VAUCELLES	PR 96.241	PR 96.797	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CUSSY	PR 96.797	PR 96.579	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	TOUR EN BESSIN	PR 96.579	PR 99.314	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	TOUR EN BESSIN	PR 99.314	PR 100.108	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	TOUR EN BESSIN	PR 100.108	PR 100.888	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	TOUR EN BESSIN	PR 100.888	PR 101.418	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	MOSLES	PR 101.418	PR 102.598	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	MOSLES	PR 102.598	PR 103.275	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOSLES	PR 103.275	PR 104.113	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	SURRAIN/ MANDEVILLE EN BESSIN	PR 104.113	PR 104.500	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	SURRAIN/ MANDEVILLE EN BESSIN	PR 104.500	PR 105.887	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	SURRAIN	PR 105.887	PR 107.020	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	SURRAIN/ FORMIGNY	PR 107.020	PR 107.925	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	FORMIGNY	PR 107.925	PR 109.800	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	FORMIGNY/ AIGNERVILLE	PR 109.800	PR 110.012	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	AIGNERVILLE	PR 110.012	PR 111.157	non classé		
RN13	ECRAMMEVILLE	PR 111.157	PR 112.286	2	250 m	Tissu ouvert



Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RN13	NOTRE DAME DE LIVAYE	PR 27.850	PR 30.680	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 30.680	PR 31.160	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 31.160	PR 31.418	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 31.418	PR 31.600	3	100 m	Rue en U
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 31.600	PR 31.780	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CREVECOEUR EN AUGÉ	PR 31.780	PR 32.180	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	NOTRE DAME D'ESTREE	PR 32.180	PR 34.600	3	100 m	Tissu ouvert
RN13 «CARREFOUR SAINT JEAN»	CORBON / NOTRE DAME D'ESTREE	PR 34.600	PR 34.880	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CORBON.	PR 34.880	PR 35.100	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CORBON / NOTRE DAME D'ESTREE	PR 35.100	PR 36.200	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CORBON.	PR 36.200	PR 36.780	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	BIEVILLE-QUETIEVILLE	PR 36.780	PR 39.050	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MERY CORBON	PR 39.050	PR 40.500	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MERY CORBON	PR 40.500	PR 40.850	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MERY CORBON	PR 40.850	PR 41.270	3	100 m	Rue en U
RN13	MERY CORBON	PR 41.270	PR 41.680	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CROISSANVILLE	PR 41.680	PR 42.450	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CROISSANVILLE	PR 42.450	PR 43.200	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	AIRAN	PR 43.200	PR 44.180	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 44.180	PR 46.050	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 46.050	PR 46.546	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 46.546	PR 46.804	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 46.804	PR 47.514	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MOULT	PR 47.514	PR 48.000	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ARGENCES	PR 48.000	PR 49.080	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	VIMONT	PR 49.080	PR 49.492	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	VIMONT	PR 49.492	PR 50.210	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	BELLENGREVILLE	PR 50.210	PR 50.850	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	BELLENGREVILLE	PR 50.850	PR 52.160	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	FRENOUVILLE	PR 52.160	PR 53.580	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CAGNY	PR 53.580	PR 54.078	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CAGNY	PR 54.078	PR 55.430	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CAGNY	PR 55.430	PR 56.647	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CAGNY	PR 56.647	PR 57.100	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MONDEVILLE	PR 57.100	PR 57.800	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	MONDEVILLE	PR 57.800	PR 59.000 (Bd périphérique)	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CARPIQUET	PR 69.000 (Bd périphérique)	PR 71.334	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	CARPIQUET/ ROTS	PR 71.334	PR 71.554	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	ROTS	PR 71.554	PR 76.540	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE	PR 76.540	PR 77.940	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	PUTOT EN BESSIN/ BRETEVILLE L'ORGUEILLEUSE	PR 77.940	PR 78.510	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	PUTOT EN BESSIN/ BRETEVILLE L'ORGUEILLEUSE	PR 78.510	PR 79.448	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	PUTOT EN BESSIN/ SAINTE CROIX GRANDE TONNE	PR 79.448	PR 80.453	2	250 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RN13	LONGUEVILLE	PR 112.286	PR 114.950	non classé		
RN13	CANCHY	PR 114.950	PR 115.332	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LA CAMBE	PR 115.332	PR 116.000	2	250 m	Tissu ouvert
RN13	LA CAMBE	PR 116.000	PR 118.800	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	CARDONVILLE	PR 118.800	PR 120.980	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	OSMANVILLE	PR 120.980	PR 121.757	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	OSMANVILLE	PR 121.757	PR 124.356	3	100 m	Tissu ouvert
RN13	ISIGNY SUR MER	PR 124.356	PR 128.224	3	100 m	Tissu ouvert

(1) La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche

### Article 3

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisés.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisés.

### Article 4

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

### Article 5

Les communes intéressées par le présent arrêté sont :

AIRAN, ARGENCES, BAYEUX, BELLENGREVILLE, BIEVILLE-QUETIEVILLE, BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE, CAGNY, CANCHY, CARCAGNY, CARDONVILLE, CARPIQUET, CORBON, COULOMBS, CREVECOEUR EN AUGES, CROISSANVILLE, CUSSY, ECRAMMEVILLE, FIRFOL, FORMIGNY, FRENOUVILLE, GLOS, ISIGNY SUR MER, L'HOTELLERIE, LA BOISSIERE, LA CAMBE, LA HOUBLONNIERE, LE PRE D'AUGE, LISIEUX, LOUCELLES, MANDEVILLE EN BESSIN, MAROLLES, MARTRAGNY, MERY CORBON, MONDEVILLE, MOSLES, MOULT, NONANT, NOTRE DAME DE LIVAYE, NOTRE DAME D'ESTREE, OSMANVILLE, PUTOT EN BESSIN, ROTS, SAINT AUBIN SUR ALGOT, SAINT DESIR, SAINT MARTIN DES ENTREES, SAINT PAIR DU MONT, SAINT VIGOR LE GRAND, SAINTE CROIX GRAND TONNE, SURRAIN, TOUR EN BESSIN, VAUCELLES, VAUX SUR SEULLES, VIMONT.

### Article 6

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes visées à l'article 5 pendant un mois au minimum.

### Article 7

Le présent arrêté doit être annexé par Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5 au plan d'occupation des sols.



Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

#### Article 8

Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Sous préfet de BAYEUX, Madame le sous-préfet de LISIEUX, Monsieur le sous-préfet de VIRE.
- Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5.
- Monsieur le Directeur départemental de l'équipement

#### Article 9

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de BAYEUX, Madame le sous-préfet de LISIEUX, Monsieur le sous-préfet de VIRE, Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5, et Monsieur le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET

6 JUIL. 1999

Pour le Préfet.  
Le Secrétaire General

#### Annexe :

- Carte représentant l'infrastructure classée.

Rémy ENFRUN

Pour le  
L'Ad

  
C. ROLLAND

## V - TEXTES

### V - 1. Décret du 9 janvier 1995

Décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 13 ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié portant application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

Le Conseil d'État (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. - Font l'objet d'un recensement et d'un classement, en application de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1992 susvisée, les infrastructures de transports terrestres définies à l'article 2 ci-après,

qui existent à la date de leur recensement ou qui, à cette date, ont donné lieu à l'une des mesures suivantes :

1° Publication de l'acte décidant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet d'infrastructure, en application de l'article L. 11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou du décret du 23 avril 1985 susvisé ;

2° Mise à disposition du public de la décision ou de la délibération arrêtant le principe et les conditions de réalisation d'un projet d'infrastructure, au sens du 2° de l'article R. 121-13 du code de l'urbanisme, dès lors que cette décision, ou cette délibération, prévoit les emplacements qui doivent être réservés dans les documents d'urbanisme opposables ;

3° Inscription de l'infrastructure en emplacement réservé dans un plan d'occupation des sols, un plan d'aménagement de zone, ou un plan de sauvegarde et de mise en valeur opposable.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux modifications ou transformations significatives d'une infrastructure, au sens du décret du 9 janvier susvisé.

Art. 2. - Le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres portent sur les voies routières dont le trafic journalier moyen annuel existant, ou prévu dans l'étude ou la notice d'impact, est supérieur à 5 000 véhicules par jour, les lignes ferroviaires interurbaines assurant un trafic journalier moyen supérieur à cinquante trains, ainsi que les lignes en site propre de transports en commun et les lignes ferroviaires urbaines, dont le trafic journalier moyen est supérieur à cent autobus ou trains.

Art. 3. - Un arrêté conjoint des ministres chargés respectivement des routes, des transports, de l'environnement et de la construction détermine, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres ainsi que la largeur maximale correspondante des secteurs affectés par le bruit, situés au voisinage de l'infrastructure, sans que cette largeur puisse excéder 300 mètres de part et d'autre de celle-ci.

Les niveaux sonores mentionnés ci-dessus sont les niveaux sonores équivalents pondérés A engendrés par l'infrastructure de transports terrestres.

Art. 4. - Quand l'infrastructure de transports terrestres est en service, le niveau sonore évalué à partir du trafic peut servir de base pour le classement de l'infrastructure si la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier ce niveau de plus de 3 dB(A). Dans le cas contraire, ainsi que pour les infrastructures nouvelles, le niveau sonore est calculé.

La méthode de calcul des niveaux sonores prévisionnels tient compte des paramètres qui peuvent influencer sur ces niveaux sonores, et au moins :

- 1° Pour les infrastructures routières : le rôle de la voie, le nombre de files, le trafic prévu et, le cas échéant, l'existence de rampe, le pourcentage de poids lourds, la vitesse maximale autorisée ;
- 2° Pour les infrastructures ferroviaires : le nombre de trains, la vitesse commerciale et le type de matériel. Un arrêté conjoint des ministres chargés respectivement des routes, des transports, de l'environnement et de la construction fixe en tant que de besoin les modalités de mesure des niveaux sonores, les modalités d'agrément

des méthodes de mesure in situ ainsi que les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles et les logiciels de calcul utilisés pour évaluer les niveaux sonores.

Art. 5. - Le préfet procède au recensement des infrastructures terrestres mentionnées aux articles 1er et 2, situées dans son département et prend un arrêté les classant dans les catégories prévues par l'arrêté interministériel mentionné à l'article 3. Sur la base de ce classement, il détermine, par arrêté :

- 1° Les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage des infrastructures recensées ;
- 2° Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans ces secteurs ;

3° Les isolements acoustiques de façade requis en application de l'arrêté prévu à l'article 7.

L'arrêté du préfet mentionné au précédent alinéa est préalablement transmis, pour avis, aux communes concernées par les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage de l'infrastructure, dans leur largeur maximale prévue par l'arrêté interministériel susmentionné. Faute de réponse dans un délai de trois mois suivant la transmission du préfet, leur avis est réputé favorable.

Toute modification du classement d'une infrastructure intervient suivant la procédure définie ci-dessus.

Les arrêtés préfectoraux mentionnés au présent article font l'objet d'une publication au Recueil des actes administratifs du département et d'un affichage, durant un mois, à la mairie des communes concernées.

météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Article 6. - Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

#### A - dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

Catégorie	Isolement minimal DnAT
1	45 dB(A)
2	42 dB(A)
3	38 dB(A)
4	35 dB(A)
5	30 dB(A)

Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois pouvoir être inférieures à 30 dB(A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales ;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrières.

#### B - en tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

distance	0	10	15	20	25	30	40	50	65	80	100	125	160	200	250	300
Catégorie	1	45	44	43	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	
	2	42	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	31	30	
	3	38	38	37	36	35	34	33	32	31	30					
	4	35	33	32	31	30										
	5	30														

Les valeurs du tableau précédent tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.

Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :



(2) Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes.

La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB(A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée séparément pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB(A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB(A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent ;
- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB(A), en prenant parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

Article 7. - Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des

Situation	Description	Correction
Façade en vue directe	Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacle qui la masque	Pas de correction
Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments	Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit : - en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments) - en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit	- 3 dB(A) - 6 dB(A)
Portion de façade masquée (1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres	- 6 dB(A) - 3 dB(A) - 9 dB(A) - 6 dB(A)
Façade en vue indirecte d'un bâtiment	La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui-même : - façade latérale (2) - façade arrière	- 3 dB(A) - 9 dB(A)

(1) Une portion de façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.

données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :

- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S.31-085 pour les infrastructures routières et Pr S.31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB(A) en période diurne et 30 dB(A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB(A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Article 8. - Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'entendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 "vérification de la qualité acoustique des bâtiments", dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à 2 mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

Article 9. - Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB(A);  
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB(A).

- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB(A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant closes.

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27° C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe 1 au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50m au dessus du sol.

### Titre 3 : Dispositions diverses

Article 10. - Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté interministériel du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe 1 de l'arrêté précité du 6 octobre 1978 continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995.

Article 11. - Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres, le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

*Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme*

*Le ministre de l'intérieur*

*Le ministre de l'environnement*

*Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation*

*Le ministre délégué au logement*

*Le secrétaire d'Etat aux transports*

*Le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale*

## V - 2. Arrêté du 30 mai 1996

Arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,

Le ministre du travail et des affaires sociales,

Le ministre de l'intérieur,

Le ministre de l'environnement,

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R.111-4-1,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R.111-1, R.111-2-1, R.123-19, R.123-24, R.311-10, R.311-10-2, R.410-13 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Arrêtent :

Article 1. - Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées ;

- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures ;

- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence, et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;

- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.



## Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

### Titre 1 : Classement des infrastructures de transports terrestres par le préfet

Article 2. - Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées, et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté LAeq (6h-22h), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée ;

- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté LAeq (22h-6h), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S.31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U" ;

- à une distance de l'infrastructure\* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

\* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus-proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3. - Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année ;

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme ;

- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1er du décret n° 95-21, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S.31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en

## Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S.31-088, "mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation", et NF S.31-130 annexe B pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Article 4. - Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure, sont définis en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

Niveau sonore de référence $L_{Aeq}(6h-22h)$ en dB(A)	Niveau sonore de référence $L_{Aeq}(22h-6h)$ en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur (l) maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
$L > 81$	$L > 76$	1	$d = 300 \text{ m}$
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	$d = 250 \text{ m}$
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3	$d = 100 \text{ m}$
$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4	$d = 30 \text{ m}$
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5	$d = 10 \text{ m}$

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres, il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne, conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

Titre 2 : Détermination de l'isolement acoustique minimal des bâtiments d'habitation contre les bruits de transports terrestres par le maître d'ouvrage du bâtiment.

Article 5. - En application du décret n° 95-21 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres, doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions

## Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Art. 6. - Une commune peut, à son initiative, proposer au préfet un projet de classement des infrastructures de transports terrestres portant sur tout ou partie de son territoire. Le préfet examine cette proposition avant de procéder au classement des infrastructures concernées.

Art. 7. - En vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments à construire dans le secteur de nuisance d'une infrastructure de transports terrestres classée en application du présent décret, les façades des pièces et locaux exposés aux bruits des transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux limites déterminées par l'arrêté prévu à l'article 3.

L'isolement acoustique requis dépend notamment du classement de l'infrastructure de transports terrestres, de la nature et de la hauteur du bâtiment, de la distance du bâtiment par rapport à l'infrastructure et, le cas échéant, des l'occupation du sol entre le bâtiment et l'infrastructure.

Art. 8. - Le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres ainsi que les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, les niveaux sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions d'isolement acoustique de nature à les réduire sont tenus à la disposition du public dans les mairies, les directions départementales de l'équipement et les préfectures concernées. Mention des lieux où ces documents peuvent être consultés est insérée dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et affichée à la mairie des communes concernées.

Art. 9. - Le code de l'urbanisme est modifié comme suit :

I. - Le 1° de l'article R. 123-19 est complété par un n ainsi rédigé :

« n) Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. »

II. - L'article R. 123-24 est complété par un 8° ainsi rédigé :

« 8° Le classement des infrastructures de transports terrestres ainsi que les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique déterminés en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. Ces documents portent référence des arrêtés préfectoraux correspondants et indication des lieux où ils peuvent être consultés. »

III. - Le dernier alinéa de l'article R. 311-10 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est accompagné d'un rapport de présentation ainsi que des annexes énumérées à l'article R. 123-24 (2°, 3°, 4° et 8°). »

IV. - L'article R. 311-10-2 est complété par un e ainsi rédigé :

« e) Les secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminées en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. »

V. - L'article R. 410-13 est complété par un second alinéa ainsi rédigé :

« Le certificat d'urbanisme informe, lorsqu'il y a lieu, le demandeur que le terrain se trouve dans un secteur, situé au voisinage

d'infrastructures de transports terrestres, affecté par le bruit, dans lequel existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. »

Art. 10. - I. - Il est inséré entre l'article R. 111-4 et l'article R. 111-5 du code de la construction et de l'habitation un article R. 111-4-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 111-4-1. - L'isolement acoustique des logements contre les bruits de transports terrestres doit être au moins égal aux valeurs déterminées par arrêté préfectoral dans le département concerné, conformément à l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

« En application de l'article R. 410-13 du code l'urbanisme, le certificat d'urbanisme précise les secteurs éventuels dans les lesquels des prescriptions d'isolement acoustique sont prévues. »

Art. 11. - Les mesures prises en application de l'article 5 devront entrer en vigueur dans un délai de deux ans à compter de la date de publication de l'arrêté mentionné à l'article 3. Ce délai est porté à trois ans pour les classements d'infrastructures effectués avant cette date, en application de la réglementation alors en vigueur, qui demeurent valides : ainsi que les règles d'isolement acoustique qui en découlent, jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures susmentionnées.

Art. 12. - Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le ministre de l'environnement, le ministre

du logement et le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

Par le Premier ministre : ÉDOUARD BALLADUR

*Le ministre de l'environnement,*  
MICHEL BARNIER

*Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,*  
CHARLES PASQUA

*Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme,*  
BERNARD BOSSON

*Le ministre du logement,*  
HERVÉ DE CHARRETTE

*Le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales,*  
DANIEL HOEFFEL



# L'INFeau

La feuille d'information sur l'eau potable

## 2005



## SYNDICAT D'ARGENCES

Extrait du rapport annuel 2005  
sur le prix et la qualité  
du service public

### PROVENANCE

2 ressources

- Des ressources propres au syndicat :  
2 Forages ont fourni 588 682 m<sup>3</sup> d'eau traitée.

### QUALITÉ

Bonne

Le bilan fourni par la DDASS indique que l'eau du syndicat est de bonne qualité.

### DESSERTE

10 313 habitants

Le Syndicat d'Argences regroupe les communes de : AIRAN, ARGENCES, BELLENGREVILLE, BILLY, BISSIERES, CANTELOUP, CHICHEBOVILLE, CLEVILLE, CROISSANVILLE, MERY-CORBON, MOULT, SAINT-OUEN-DU-MESNIL-OGER et VIMONT.

Il distribue l'eau à **4 252 abonnés** (+3,45 % par rapport à 2004) et dessert **10 313 habitants**.

### EXPLOITATION

SAUR FRANCE  
Exploitation

La société SAUR FRANCE a la responsabilité du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien et de la permanence du service. Le syndicat garde la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages.

### DISTRIBUTION

Un total de 490 278 m<sup>3</sup>  
490 278 m<sup>3</sup> consommés

En 2005 les abonnés domestiques ont consommé 394 778 m<sup>3</sup> soit en moyenne **105 litres par habitant et par jour** et les abonnés industriels ou gros consommateurs 95 500 m<sup>3</sup>, soit un total de 490 278 m<sup>3</sup> (en baisse de 5,13 % par rapport à 2004).

Compte tenu des fuites (pour partie inévitables) et des besoins en eau du service (purges du réseau, poteaux incendie, lavages des réservoirs, ...), le **rendement du réseau était de 83,3 %** en 2005 (il était de 85,3 % en 2004).

### PRIX

110,08 €

Le prix du service comprend une partie fixe (abonnement) et un prix au m<sup>3</sup> consommé. Au total, un abonné domestique consommant 120 m<sup>3</sup> payera **110,08 €** en 2006 (sur la base du tarif du 1<sup>er</sup> janvier 2006, toutes taxes comprises hors contre valeur pollution). Soit en moyenne **0,92 €/m<sup>3</sup>, +2,48 % par rapport à 2005**.

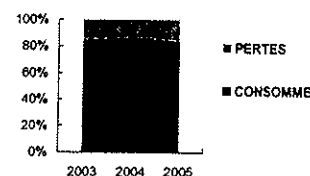
Sur ce montant, **48 %** reviennent à l'exploitant pour l'entretien et le fonctionnement, **47 %** reviennent à la collectivité pour les investissements et les taxes s'élèvent à **5 %**.



■ LOCAL  
■ IMPORT



13 communes adhérentes



Rendement du réseau



■ EXPLOITANT  
■ COLLECTIVITE  
■ TAXES

Répartition des montants collectés

# L'INF eau

La feuille d'information sur l'eau potable

## 2006



## SYNDICAT D'ARGENCES

Extrait du rapport annuel 2006  
sur le prix et la qualité  
du service public

### PROVENANCE

2 ressources

- Des ressources propres au syndicat :  
2 Forages ont fourni 592 653 m³ d'eau traitée.

### QUALITÉ

Taux de conformité des analyses de l'eau distribuée :

- analyses bactériologiques officielles DDASS : 100 %
- analyses physico-chimiques officielles DDASS : 100 %
- analyses bactériologiques autocontrôles exploitant : 100 %
- analyses physico-chimiques autocontrôles exploitant : 100 %

### DESSERTE

10 313 habitants

Le service d'eau potable du Syndicat d'Argences regroupe les communes de : Airan, Argences, Bellengreville, Billy, Bissières, Canteloup, Chicheboville, Cleville, Croissanville, Mery-Corbon, Moulit, Saint-Ouen-du-Mesnil-Oger et Vimont.  
Il distribue l'eau à **4 309 abonnés** (+1,34 % par rapport à 2005) et dessert **10 313 habitants**.

### EXPLOITATION

Par la SAUR FRANCE  
En affermage

La société SAUR FRANCE a la responsabilité du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien et de la permanence du service.  
Le syndicat garde la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages.

### DISTRIBUTION

Un réseau de 165 km  
483 007 m³ consommés

En 2006 les abonnés domestiques ont consommé 390 508 m³ soit en moyenne **104 litres par habitant et par jour** et les abonnés industriels ou gros consommateurs 92 499 m³, soit un total de 483 007 m³ (en baisse de 1,48 % par rapport à 2005).

Compte tenu des fuites (pour partie inévitables) et des besoins en eau du service (purges du réseau, poteaux incendie, lavages des réservoirs, ...), **le rendement du réseau était de 81,5 % en 2006** (il était de 83,3 % en 2005).

### PRIX

112,43 € pour 120 m³

Le prix du service comprend une partie fixe (abonnement) et un prix au m³ consommé. Au total, un abonné domestique consommant 120 m³ payera 112,43 € en 2007 (sur la base du tarif du 1<sup>er</sup> janvier 2007, toutes taxes comprises hors contre valeur pollution). Soit en moyenne 0,94 €/m³, **+2,13 % par rapport à 2006**.

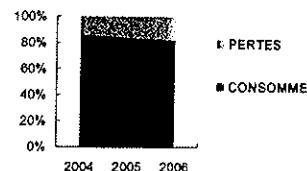
Sur ce montant, 48 % reviennent à l'exploitant pour l'entretien et le fonctionnement, 47 % reviennent à la collectivité pour les investissements et les taxes s'élèvent à 5 %.



■ LOCAL  
○ IMPORT



13 communes adhérentes



Rendement du réseau



■ EXPLOITANT  
■ COLLECTIVITE  
■ TAXES

Répartition des montants collectés

Conseil Général



Calvados

AGENCE DE L'EAU  
SEINE-NORMANDIE

## RAPPORT ANNUEL 2006

Station :	ARGENCES/Argences	Code Station :	031402001000
Type de station :	Boues activées aération prolongée	Maître d'ouvrage :	S.I.A. de la vallée de la Muance
Exploitation :	S.A.U.R. France Grentheville	Maître d'œuvre :	SAUNIER TECHNA
Mise en service :	1994	Constructeur :	CISE Normandie
Communes raccordées :	CESNY-AUX-VIGNES-OUEZY, AIRAN, ARGENCES, VIMONT, MOULT, BELLENGREVILLE	Capacité nominale :	20000 EH
Bassin versant :	La Dives	Nombre de raccordés :	6500 EH
Milieu récepteur proche :	La Muance	Nombre de saisonniers :	0 EH
		Type de réseau :	Séparatif

## Niveau de rejet : Autorisation préfectorale du 16/01/1997

		MES	DBO5	DCO	NGL	Pt
mg/l	24h	30	25	90	15	2
Rdt %	24h	90	80	75	70	80

	Débit m <sup>3</sup> /j
24h	3000

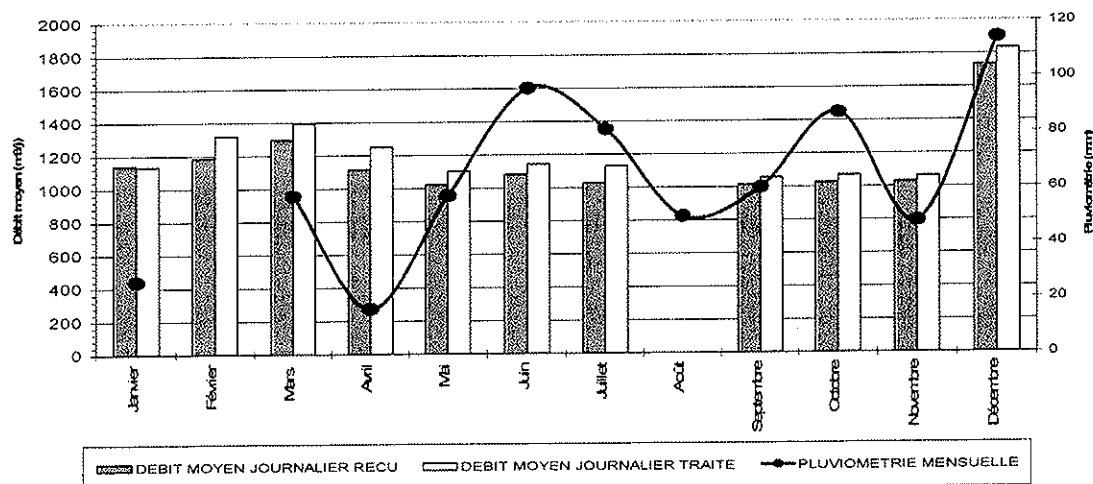
## Résultats des analyses et tests sur l'effluent

Date	T	Débit (m <sup>3</sup> /j)		DBO5 (mg/l)		DCO (mg/l)		MES (mg/l)		NTK (mg/l)		NGL (mg/l)		N-NH4 (mg/l)		N-NO3 (mg/l)		Pt (mg/l)	
		E	S	E	S	E	S	E	S	E	S	S	S	E	S	S	S	S	S
26/10/06 *	24h	-	1464	-	2.6	-	< 30	-	2.8	-	1.62	-	-	0.22	-	-	-	0.20	-
26/09/06	24h	1071	1136	365	3.3	772	44	316	2.6	88.1	2.2	4.42	62.6	0.33	-	2.2	-	0.20	-
06/09/06 *	24h	-	844	-	2.1	-	< 30	-	< 2.0	-	1.4	-	-	0.16	-	-	-	0.39	-
27/04/06 *	24h	-	1020	-	2.8	-	30	-	3.9	-	5.5	-	-	3.55	-	-	-	0.31	-
05/04/06	24h	1160	1328	335	5.3	711	38	288	3.4	76.9	2.5	3.04	58.4	0.69	-	0.5	-	0.27	-
31/01/06 *	24h	-	1130	-	3.7	-	39	-	4.8	-	2.7	-	-	1.15	-	-	-	0.88	-

\* Résultats police de l'eau - DDAF

E=Entrée, S=Sortie

## Données hydrauliques



Débit mensuel

moyen : 1152.3 m<sup>3</sup>/jmini : 1013.7 m<sup>3</sup>/jmaxi : 1732.9 m<sup>3</sup>/jCapacité nominale de la station : 3000 m<sup>3</sup>/j

### **Bilan énergétique (Energie électrique consommée en kWh/j)**

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Moyenne
812	848	847	833	801	860	872	884	855	876	927	916	<b>861</b>

### **Production de boue (tonnes)**

en tonnes de MS	Total
Boues produites	130

Production de matières sèches : 55 g/EH/j

Production théorique : 60 g/EH/j (avec déphosphatation physico-chimique)

### **Appréciation générale**

Réseau : Les travaux de réhabilitation du poste de la maison de retraite, ainsi que les postes de Ouézy, et de Cesny aux Vignes ont été programmés d'ici la fin de l'année.

Dans la même période, la mise en service d'un nouveau poste de relèvement sur la commune d'Airan (à l'entrée de la commune, à côté du lavoir) a été planifiée. Ces travaux interviennent en remplacement d'un point noir où la canalisation était régulièrement bouchée et très difficilement accessible.

Enfin, un projet de mise en place d'un traitement du gaz H<sub>2</sub>S est à l'étude sur les postes de Ouézy et du bourg à Moulit.

Les données hydrauliques ont permis d'observer un pic au mois de décembre, avec une moyenne mensuelle supérieure à la charge hydraulique nominale. Cette surcharge hydraulique peut s'expliquer par la pluviométrie importante enregistrée au cours de ce mois (d'après les données météo France : environ 115 mm) et la présence de branchements défectueux sur le réseau.

Station : L'ensemble des campagnes de mesures réalisées au cours de l'année atteste d'un traitement satisfaisant de la pollution. Les concentrations mesurées sur l'eau traitée respectent les prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral autorisant le rejet.

Les résultats d'autosurveillance, ainsi que les mesures SATESE, confirment l'estimation du rapport annuel 2005, avec une charge de pollution moyenne calculée à environ 6500 équivalents habitants.

Des opérations d'entretien ont été réalisées sur le filtre à bande :

- remplacement de la toile,
- changement de plusieurs paliers.

Une brosse rotative a été installée sur le pont racleur du clarificateur, celle-ci assure un nettoyage automatique de la goulotte de récupération des eaux traitées.

Enfin, une zone pour stockage des déchets de dégrillage a été aménagée à côté du hangar à boues. Celle-ci permettra un dépotage et un enlèvement plus aisé de ces résidus.

## Synthèse des mesures d'autosurveillance

### Charge polluante entrante (en kg/j)

	MES (kg/j)	DBO5 (kg/j)	DCO (kg/j)	NTK (kg/j)	Pt (kg/j)	Débit (m <sup>3</sup> /j)
<i>Moyenne</i>	<b>450.0</b>	<b>392.3</b>	<b>924.1</b>	<b>92.4</b>	<b>11.7</b>	<b>1182</b>
<i>Mini</i>	280	244	626	58	9	885
<i>Maxi</i>	816	514	2021	110	17.9	2035

### Charge polluante entrante exprimée en Equivalent-Habitant

	MES	DBO5	DCO	NTK	Pt	Débit (m <sup>3</sup> /j)
<i>Moyenne</i>	<b>5000</b>	<b>6538</b>	<b>7701</b>	<b>6160</b>	<b>2927</b>	<b>7881</b>
<i>Maxi</i>	9067	8567	16842	7333	4475	13567

### Conformité des résultats en concentration (mg/l)

	MES	DBO5	DCO	NTK	NGL	Pt
<i>Moyenne</i>	<b>3.9</b>	<b>9.5</b>	<b>30.8</b>	<b>3</b>	<b>4.9</b>	<b>0.3</b>
<i>Mini</i>	2	10	30	2	2.4	0.1
<i>Maxi</i>	5	10	35	6	7.9	1

### Nombre de bilans de pollution réalisés en 2006

	MES	DCO	DBO5	NTK	NH4	NGL	Pt
Nombre de bilans réalisés	24	24	12	12	12	12	12
Nombre de dépassements	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de non-conformités	0	0	0	-	-	-	-

## Commentaire concernant l'autosurveillance

Une comparaison entre les résultats d'analyses de l'exploitant avec ceux du laboratoire départemental a été effectuée cette année (visite du 05 avril 2006). La corrélation entre les résultats est satisfaisante aussi bien pour l'eau brute que pour l'eau traitée.

L'absence de données d'autosurveillance au mois d'août s'explique par une panne de l'automate. Ce problème n'a pas eu d'incidence sur la qualité du traitement.



# L'INFORMASSISEMENT

La feuille d'information sur l'assainissement collectif

## SYNDICAT DE LA VALLEE DE LA MUANCE

# 2005

Extrait du rapport annuel 2005  
sur le prix et la qualité  
du service public

### ORGANISATION

Intercommunale

Le Syndicat de la Vallée de la Muance regroupe les communes de : AIRAN, ARGENCES, BELLENGREVILLE, BILLY, CANTELOUP, CESNY-AUX-VIGNES-OUEZY, CHICHEBOVILLE, CLEVILLE, CONTEVILLE, MOULT, POUSSY-LA-CAMPAGNE, SAINT-OUEN-DU-MESNIL-OGER et VIMONT.

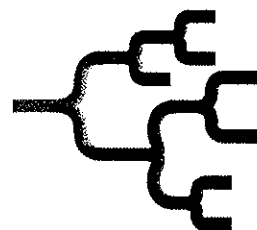


14 communes adhérentes

### COLLECTE DES EAUX USÉES

Un réseau de 51 km

Le réseau collecte les eaux usées provenant de 2 835 habitations ou immeubles. Le réseau est composé de 51 km de collecteurs et 18 postes de refoulement.



### ÉPURATION

1 station

Les eaux usées sont traitées par la Station d'épuration (située à Argences) capable de traiter la pollution de 20 000 habitants.

Le rejet de l'eau traitée se fait dans La Muance.

### ÉLIMINATION DE LA POLLUTION

97.2 % de la pollution  
organique

La station d'épuration a permis d'éliminer la pollution dans les proportions suivantes :

Matières organiques (DBO5) :	97.2 %
Matières en suspension :	99.1 %
Azote (NKj) :	96.6 %
Phosphore (Pt) :	93.6 %

Les boues résiduelles d'épuration sont épandues sur sol agricole.



### EXPLOITATION

Par la SAUR FRANCE  
En affermage

La société SAUR FRANCE a la responsabilité du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien et de la permanence du service. Le syndicat garde la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages.



### PRIX

173.27 € pour 120 m³

Le prix du service comprend une partie fixe (abonnement) et un prix au m³ consommé. Au total, un abonné domestique consommant 120 m³ payera, pour l'assainissement, 173.27 € en 2006 (sur la base du tarif du 1<sup>er</sup> janvier 2006, toutes taxes comprises). Soit en moyenne 1.44 €/m³, +1.71 % par rapport à 2005.

Sur ce montant, 56 % reviennent à l'exploitant pour l'entretien et le fonctionnement, 39 % reviennent à la collectivité pour les investissements et les taxes s'élèvent à 5 %.



■ EXPLOITANT  
■ COLLECTIVITÉ  
■ TAXES

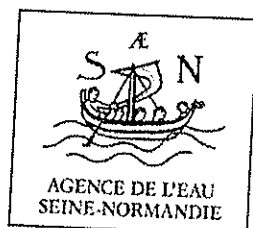
Répartition des montants collectés



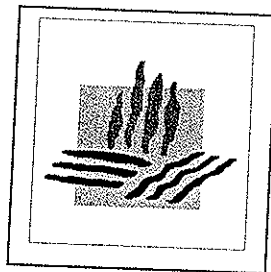
Maître d'ouvrage  
**SIA de la Vallée de la Muance**  
**2, Place Général Leclerc**  
**14370 ARGENCES**

## **ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

*SYNTHESE - DECEMBRE 2005*



*Partenaires*



*Maître d'Ouvrage Délégué*



## **1. Généralités :**

### **1.1. PERIMETRE DE L'ETUDE**

#### **1.1.1. Limite de l'étude**

Les communes concernées par cette étude sont :

- Argences,
- Billy,
- Canteloup,
- Chicheboville,
- Cléville,
- Conteville,
- Poussy la Campagne,
- Saint-Ouen du Mesnil Oger.

### **1.2. ANALYSE DU MILIEU PHYSIQUE, NATUREL ET HUMAIN**

#### **1.2.1. Démographie et urbanisation**

##### **1.2.1.1. Activités**

Le secteur étudié est principalement rural. La vocation des communes est essentiellement agricole. L'activité agricole est orientée principalement vers la culture céréalière et l'élevage.

Seule les communes de Cléville et Billy ont une activité industrielle sur leur territoire. Cléville et Saint-Ouen du Mesnil Oger ont également des artisans sur leur commune.

Les commerces et les services de proximité sont peu ou pas représentés dans la majorité des communes. Seule Argences en possède.

##### **1.2.1.2. Documents d'urbanisme**

Les communes du secteur d'étude ne disposent pas de document d'urbanisme, exceptés : Cléville et Argences qui possèdent un POS.

#### **1.2.2. Le milieu naturel.**

##### **1.2.2.1. Topographie et relief**

Le relief est relativement peu marqué sur le secteur concerné par l'étude. Les altitudes sont comprises entre 4 et 78 mètres.

##### **1.2.2.2. Géologie**

Dans le secteur d'étude on peut délimiter deux grandes zones :

- Une zone, au nord, où les sols sont plutôt à tendance argileuse. Ils sont plus humide qu'au sud et peu propice à la mise en place d'une filière de traitement classique tel que l'épandage souterrain. Pour ce type de sols il faudra plutôt s'orienter vers un système de filtre à sable vertical drainé avec rejet dans le milieu hydraulique superficiel.
- Une zone, au sud, où les sols sont plus sableux, calcaires et plus sain. Sur ce type de sol il sera possible de mettre en place une filière de traitement classique de type épandage souterrain si la place disponible le permet.

### **1.2.2.3. Les eaux superficielles et souterraines**

#### **1.2.2.3.1. Les eaux superficielles – bassin versant**

On distingue trois grands bassins versants du nord vers le sud du territoire du SIA de la Vallée de la Muance :

- Le bassin versant de la **Muance**, affluent de la Dives orienté est/ouest et qui draine le territoire des communes d'Argences et de Chicheboville,
- Le bassin versant de la **Dives**, orienté sud-ouest/nord-est, qui draine le territoire des communes de Saint-Ouen du Mesnil Oger, de Canteloup et de Cléville,
- Le bassin versant du **Laizon**, affluent de la dives, orienté nord-ouest/sud-est qui draine le territoire Cléville.

#### **1.2.2.3.2. Les eaux souterraines – l'exploitation et alimentation en eau potable**

Six communes du Syndicat Intercommunales d'Assainissement de la Vallée de la Muance sont alimentées par le SIEAP de la région d'Argences. L'eau provient des deux captages situés sur la commune de Moulit. Les deux autres communes (Conteville et Poussy la Campagne) sont alimentées par le SIEAP de Saint-Sylvain. L'eau provient du captage de Persy.

### **1.2.2.4. Contraintes d'environnement**

Le site Internet de l'équipement du Calvados synthétise les données concernant les mesures de protection appliquées sur le secteur d'étude :

Sont classées en Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 :

- Les Marais de Vimont, (commune d'Argences),
- La Pelouse calcaire de Billy,
- Les Marais de Chicheboville et Bellengreville,
- Les Bois et Pelouses de Bellengreville (commune de Chicheboville),
- Les Marais de la Dorette (commune de Cléville),
- Les Marais du Grand Canal (commune de Saint-Ouen du Mesnil Oger)
- Et les Marais du Ham (commune de Saint-Ouen du Mesnil oger).

Il existe également une ZNIEFF de type 2 sur le territoire du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée de la Muance. Il s'agit :

- des Marais de la Dives et ses affluents (commune d'Argences, de Cléville et de Saint-Ouen du Mesnil Oger).

Est classé en Site d'Importance Communautaire (SIC) :

- Les Marais alcalin de Chicheboville-Bellengreville.

Il existe un site classé sur le territoire étudié, il s'agit des lfs du cimetière de la commune de Poussy la Campagne.

On trouve également des paysages appartenant à l'inventaire régional de Basse-Normandie, il s'agit de :

- La plaine des vastes horizons : campagne de Caen méridionale (communes d'Argences, de Billy, Chicheboville, Conteville, Poussy la Campagne),
- L'escarpement occidental du Pays d'Auge (commune d'Argence, de Canteloup, Cléville, Saint-Ouen du Mesnil Oger)
- Les Marais de la Dives (commune de Cléville, Saint-Ouen du Mesnil Oger).

## 2. Commune d'Argences

### 2.1. PERIMETRE DE L'ETUDE

Seul le hameau du Mesnil est concerné par cette étude.

### 2.2. ANALYSE DU MILIEU PHYSIQUE, NATUREL ET HUMAIN

#### 2.2.1. Population – Habitat

Les derniers recensements I.N.S.E.E. du secteur d'étude sont reportés dans le tableau suivant :

Recensements			Densité (en hab/km <sup>2</sup> ) en 1999	Variation de la population 1990-1999
1982	1990	1999		
3000	3048	3241	332	193

On constate une augmentation de la population de la commune d'Argences.

Selon les données INSEE, le parc des logements est constitué de la manière suivante : on recense une majorité de résidences principales (96 %).

#### 2.2.2. Activités

Le recensement agricole de l'année 2000 comptabilisait 16 exploitations, dont 5 exploitations professionnelles, avec une surface agricole utile de 587 hectares. L'orientation agricole est basée sur la culture céréalière et l'élevage bovins.

La commune d'Argences possède de nombreux commerces, des artisans et quelques services.

#### 2.2.3. Urbanisation

Le nombre moyen de permis de construire est estimé à 100, selon les éléments transmis par la mairie. Il existe un Plan d'Occupation des Sols (POS).

### 2.3. ANALYSE DE L'EXISTANT

#### 2.3.1. Assainissement collectif

La commune d'Argences possède un réseau d'assainissement collectif avec une unité de traitement. Le réseau d'assainissement à une partie en gravitaire d'environ 17 km et une partie en refoulement d'environ 2 km. On compte 7 postes de refoulement sur la commune, dont un poste de refoulement privé au sud-est du bourg.

#### 2.3.2. Alimentation en eau potable

Il n'a pas été recensé de captage AEP sur la commune.

### 2.4. RESULTATS DE L'ETUDE

#### 2.4.1. Les contraintes parcellaires

On observe que 78 % des habitations concernées ne présentent pas ou peu de contraintes pour effectuer une réhabilitation des installations d'assainissement autonome. Aucune habitation n'a de très forte contrainte.



### 2.4.2. Contrôle de bon fonctionnement

Sur les 51 habitations, 16 ont fait l'objet d'une visite soit 31 %. On constate que 31 % des installations contrôlées (5 habitations sur 16) présentent un bon fonctionnement. La filière de cette habitation est constituée d'une fosse toutes eaux et d'un épandage.

Pour les habitations présentant un dysfonctionnement de leur installation d'assainissement soit 11 habitations, 5 ont été classées en réhabilitation prioritaire compte tenu des rejets engendrés et de l'impact sur le milieu hydraulique.

### 2.5. PEDOLOGIE

L'aptitude des sols sur le hameau étudié varie de faible à très faible. Il ne pourra pas être mis en place de système de traitement par épandage. La filière la plus adaptée à ce type de sol est un filtre à sable vertical drainé avec rejet dans le milieu superficiel.

### 2.6. COMPARAISON ENTRE LES COÛTS DE REHABILITATION INDIVIDUELLE ET LES COÛTS RACCORDEMENT AU RESEAU COLLECTIF EXISTANT OU A CREER

NOM SECTEUR	EH	Branchements	Ratio en (M) : longueur de réseau par nombre de branchements	Collectif		Non Collectif	
Le Mesnil	123.2	44	35	572 371	13 008	286 297	6 507

On constate sur ce tableau que pour le secteur étudié la solution de mise en place d'un réseau d'assainissement collectif avec une unité de traitement est deux fois plus onéreuse que la réhabilitation des assainissements autonomes. De plus la majorité des maisons possède suffisamment de terrain pour une filière d'assainissement autonome, peu d'habitations ont de fortes contraintes de réhabilitation de leur assainissement autonome. Par contre l'aptitude des sols sur ce secteur n'est pas favorable à la mise en place d'une filière classique d'assainissement par épandage, il faudra plutôt prévoir l'implantation de filtres à sable verticaux drainés avec rejet dans le milieu superficiel. Un des facteurs défavorable pour la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif est la faible pente et la faible densité de l'habitat ; en effet la mise en place de postes de relevage et de pompes individuelles est nécessaire pour pouvoir raccorder un certain nombre de maisons.

Une habitation située en limite sud-est du hameau du Mesnil (et en limite de commune entre Argences et Canteloup), a été intégrée dans un chiffrage de collectif sur la commune de Canteloup.

### 2.7. PROPOSITION DE ZONAGE

Après examen de toutes les solutions et compte tenu des contraintes d'habitat relevées lors de l'état initial, de l'aptitude des sols à l'épandage et de l'incidence financière des travaux projetés ; **nous proposons :**

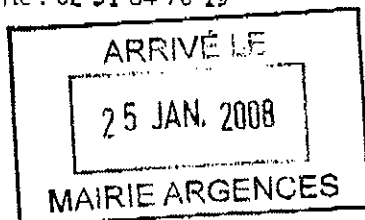
- le maintien de l'assainissement non collectif sur l'ensemble des habitations du hameau du Mesnil.

Cette situation est une proposition qui peut évoluer en fonction des projets communaux, de l'urbanisation envisagée et des modifications du réseau proposé.



CENTRE NORMANDIE OUEST

Rue des Frères Chappe  
BP25 - 14540 Grentheville  
Tél. 02 31 52 53 75 - Tél : 02 31 84 76 19



Monsieur le Maire  
En Mairie

14370 ARGENCES

Grentheville, le 24 janvier 2008

N/Réf. : JLG/nAF - 048-2008

Affaire suivie par Jean-Louis GREFFIN

Monsieur Le Maire,

Pour faire suite à votre demande relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme de votre commune, nous vous informons des éléments suivants :

1/ pour l'eau potable, la capacité de production des forages du syndicat d'eau permet ce développement. Quant à la capacité de distribution, les zones définies comme ouvertes à l'urbanisation sont proches des réseaux suffisamment dimensionnées pour les alimenter.

Cependant, nous attirons votre attention quant au développement sur le Mesnil où l'alimentation en eau potable est limitée.

2/ pour les eaux usées, la capacité de traitement de la station d'épuration permet sans problème ce développement. Concernant la capacité de collecte des réseaux d'eaux usées, les réseaux à proximité des zones définies sont suffisants pour les desservir sauf pour le Mesnil qui dépend de l'assainissement non collectif.

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Nous vous prions de croire, Monsieur Le Maire, à l'assurance de notre considération distinguée.

*Qu. Président du SIAEP*  
*Benard DuFour*  
SYNDICAT D'ÉPURATION  
RÉGION D'ARGENCES

Le Chef de Centre Adjoint  
Gilbert RAFFRAY

SAUR

Siège social : Atlantis - 1 Avenue Eugène Freyssinet - 78280 Guyancourt  
Tél. 01 30 60 84 00 - Tél : 01 30 60 27 89 - www.saur.com



TOTAL PAGE(S) 01